VD.

CONSEIL D'ETAT - RAAD VAN STATE
LEGISLATION - WETGEVING
L
13-02-19..
Transmis à M.
Overgemaakt aan de H.

L. 17.746/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 11 décembre 1986, d'une demande d'avis sur un projet de loi "tendant à encourager la modernisation de l'économie, à favoriser les rémunérations participatives et portant diverses dispositions fiscales", amendé par le Ministre le 6 janvier 1987, a donné le 2 février 1987 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 11 december 1986 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot bevordering van de modernisering van de economie, tot begunstiging van de winstdelende bezoldigingen en houdende diverse fiscale bepalingen", door de Minister op 6 januari 1987 geamendeerd, heeft op 2 februari 1987 het volgend advies gegeven :

INTITULE.

Les divers chapitres du projet concernent des matières différentes mais ont en commun de contenir des dispositions fiscales.

En revanche, l'objet essentiel du chapitre IVbis, introduit dans le projet par les amendements et intitulé "Maintien de la compétitivité" n'est pas de nature fiscale. Ce chapitre devrait être distrait du projet actuel et faire l'objet d'un projet de loi distinct.

Pour mettre l'accent sur le caractère fiscal du projet, l'intitulé suivant est proposé :

"Projet de loi portant diverses dispositions fiscales en vue notamment d'encourager la modernisation de l'économie et de favoriser les rémunérations participatives".

ARRETE DE PRESENTATION ET CONTRESEINGS.

La section 3 du chapitre Ier concerne l'actionnariat des travailleurs, le chapitre II concerne les rémunérations et le chapitre III concerne la protection et le développement de l'emploi, matières qui relèvent de la compétence du Ministre de l'Emploi et du Travail. Le projet doit, en conséquence, être présenté et contresigné par ce Ministre.

En outre, l'article 7, § 3, a, du projet, étendant la compétence du président du tribunal de commerce, requiert l'intervention du Ministre de la Justice.

.../...

DISPOSITIF.

Il y a lieu d'écrire en français : "chapitre 1er", "section 1ère".

Article 1er.

L'arrêté royal dont la confirmation est proposée a fait l'objet d'un avis du Conseil d'Etat, section de législation, publié au Moniteur belge du 1er janvier 1987. Le Conseil d'Etat se réfère aux observations contenues dans cet avis.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 1er.-

L'arrêté royal du 22 décembre 1986 instaurant un régime d'épargne du troisième âge ou d'épargne-pension est confirmé avec effet au 1er janvier 1987 et produit ses effets aux diverses dates fixées en son article 9, § 1er".

Article 1er bis (devenant l'article 2).

Cet article étant inséré dans la section 1ère, intitulée "Confirmation d'arrêté royal", l'intitulé suivant est proposé pour cette section :

"Section 1ère - Epargne-pension".

L'article 1erbis doit devenir l'article 2. Une remarque semblable vaut pour les sections nouvelles et les articles nouveaux contenus dans les amendements. La numérotation des sections et des articles doit être modifiée en conséquence.

*

.../...

Le texte en projet tend à empêcher toute saisie-exécution des actifs composant les comptes d'épargne ou des valeurs représentatives des réserves techniques relatives à l'assurance-épargne. L'empêchement a un caractère temporaire. Il disparaît en cas de prélèvement ou de liquidation de l'épargne constituée.

Si l'intention du Gouvernement est bien de préserver ces actifs de "toute saisie" pendant la période précédant un prélèvement ou la liquidation de l'épargne-pension, comme le dit l'exposé des motifs, cette intention serait mieux exprimée si le projet déclarait que ces biens sont insaisissables.

Article 1er ter (devenant l'article 3).

Paragraphe 1er :

1) Si le Gouvernement entend promouvoir le développement du capital à risque, il est important que les actions ou parts dont l'achat est encouragé représentent une fraction du capital, à l'inverse de certaines formes d'action, comme les parts de fondateurs et les actions de jouissance, qui donnent droit à une part des bénéfices, mais aucun droit sur le capital en cas de partage.

Si telle est l'intention, au 1°, les mots "... de droits sociaux" devraient être remplacés par les mots "... d'une fraction du capital".

Dans le texte néerlandais du paragraphe 1er, 1°, il y a lieu de remplacer les mots "alsook van de" par la conjonction "et".

.../...

2) Le projet se réfère à l'agrément des fonds communs de placement belges par le Ministre des Finances, "conformément à l'article 4, § 3, de l'arrêté royal n° 15 du 9 mars 1982, modifié par l'arrêté royal n° 150 du 30 décembre 1982".

L'article 4, § 3, précité, subordonne l'agrément des fonds à la condition que les sociétés de gestion s'engagent à employer leurs actifs selon les règles qu'il fixe, jusqu'au 31 décembre 1990. Cette date correspond à l'expiration du délai de conservation de cinq ans applicable aux certificats de fonds communs de placement acquis en 1985, sous l'empire de l'arrêté royal n° 15.

Selon le fonctionnaire délégué, le Gouvernement entend que les règles fixant la composition des actifs des fonds communs agréés, demeurent en vigueur jusqu'au 31 décembre 1996, en ce qui concerne les fonds agréés aux fins de l'application de l'article 1er ter en projet.

Le 2° doit le prévoir expressément.

Paragraphe 3 :

Le texte fixe la limite de la déduction autorisée à 10.000 F "par conjoint".

L'intention n'est pas d'écarter, par cette disposition, les personnes non mariées, du bénéfice de l'avantage fiscal institué par le projet.

Il s'agit de faire apparaître que chaque conjoint a droit à la déduction des 10.000 F, même si le fisc ne re-

connaît pas à chaque conjoint la qualité d'être un contribuable séparé.

A cette fin, de l'accord du fonctionnaire délégué, le texte suivant est proposé :

"§ 3. La déduction prévue au paragraphe 1er est limitée à 10.000 F par période imposable. Chaque conjoint qui réunit personnellement les conditions énoncées à ce paragraphe 1er peut en bénéficier, même s'il ne jouit pas de revenus imposables".

Paragraphe 6, alinéa 3 :

L'habilitation conférée au Roi tend, selon le fonctionnaire délégué, à Lui permettre d'arrêter des dispositions analogues à celles qui forment l'article 4, § 7, de l'arrêté royal n° 15 du 9 mars 1982.

De l'accord de ce fonctionnaire, cette intention ressortirait plus clairement du texte suivant :

"Le Roi détermine les conditions auxquelles doivent satisfaire ces pièces justificatives".

Article 2 (devenant l'article 4).

Il y a lieu d'écrire "§ 1er" et "§ 2" et non pas "Par. 1er" et "Par. 2". La même remarque vaut pour l'ensemble du projet.

Paragraphe 1er :

1) La finale de la phrase liminaire doit être libellée comme suit : "... est complété par l'alinéa suivant:"

.../...

2) Dans le texte de l'alinéa 3 en projet, il y a lieu d'écrire : "... d'investir 30 pour cent au moins ..." et non "... d'investir pour 30 p.c. au moins ...".

3) L'alinéa 3 en projet tend à créer une catégorie particulière de fonds communs, dénommés "fonds d'investissement en capital à risque", dont la caractéristique est que 30 pour cent au moins de leurs avoirs sont investis en actions ou parts de sociétés non cotées en bourse ou cotées au second marché (1).

Toutefois, en l'état actuel de la réglementation, seule l'acquisition de titres de sociétés ayant publié au moins deux comptes annuels sera permise (2).

Une telle restriction - dont la suppression n'est pas annoncée par les auteurs du projet - pourrait freiner la promotion du capital à risque.

Pour que la finalité du projet soit atteinte, il est important également que les parts représentent une fraction du capital. Pour les raisons indiquées plus haut, il est dès lors proposé de compléter l'alinéa 3 en projet comme suit : "..., et représentatives d'une fraction du capital".

.../...

---

(1) Le second marché est destiné à accueillir les sociétés, notamment celles d'importance moyenne, qui désirent assurer à leurs titres un marché, mais n'ont normalement pas accès à la cote officielle.
Techniquement, le second marché s'inspire du système des "ventes publiques supplémentaires"; une même valeur peut y être traitée à intervalle de deux ou trois jours, afin de réduire le risque de déséquilibres momentanés entre l'offre et la demande.
Aucune condition rigide de taille, de chiffre d'affaires, de résultats, n'est imposée pour l'introduction au second marché.

(2) Voir l'article 9, 3°, de l'arrêté de la Commission bancaire du 18 mars 1986 portant règlement relatif aux fonds communs de placement belges (fonds communs ouverts et à composition variable), approuvé par l'arrêté ministériel du 22 avril 1986 (Moniteur belge du 6 mai 1986).

Paragraphe 2 :

1) Le projet tend à déroger à la règle inscrite à l'article 2, alinéa 4, de la loi du 27 mars 1957, aux termes duquel "Est nulle toute clause incluse dans les règlements de gestion qui aurait pour but de donner pouvoir permanent à la société de gestion de représenter les porteurs de certificats aux assemblées générales des sociétés belges et congolaises dont les titres sont incorporés dans le fonds".

Cette règle trouve son origine dans un amendement adopté en commission des finances du Sénat, lors de la discussion du projet devenu la loi du 27 mars 1957; ses membres avaient estimé "unanimement que toutes précautions doivent être prises pour empêcher qu'un fonds de placement, instrument d'épargne collective, dégénère en une société holding, instrument de contrôle d'entreprises par une autre.
C'est pourquoi (la commission) a adopté l'amendement (en question) à l'unanimité, tout en reconnaissant que la stérilisation du pouvoir de vote attaché à certaines actions offrait, elle aussi, certains inconvénients, comme par exemple, celui de renforcer, au sein de l'assemblée générale, la puissance des détenteurs d'actions n'appartenant pas à un investment trust" (1).

La commission s'était également demandée, sans toutefois trancher la question, si un mandat permanent et général, aux fins de représentation aux assemblées générales, donné par les participants du fonds à la société de gestion, "est valable sous le régime de l'article 200 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales" (2).

.../...

---

(1) Doc. parl., Sénat (session 1955-1956), Rapport, n° 333, p. 13.

(2) Idem, p. 14.

La dérogation projetée, dont seules les sociétés de gestion des fonds d'investissement en capital à risque bénéficieront, constitue, selon les explications du fonctionnaire délégué, la contrepartie de l'importance des risques encourus par les investisseurs. Une telle dérogation n'est pas incompatible avec l'article 200 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

2) Il y aurait lieu de saisir l'occasion de la modification apportée à l'article 2, alinéa 4, de la loi du 27 mars 1957 pour supprimer les mots "et congolaises".

Le texte suivant est proposé :

"§ 2. Les modifications suivantes sont apportées à l'article 2, alinéa 4, de la même loi :

1° les mots "et congolaises" sont supprimés;

2° l'alinéa est complété par la phrase suivante :

"Cette disposition ... (la suite comme à l'article 2, § 2, du projet)".

Article 4 (devenant l'article 6).

Il y a lieu de rappeler, dans la phrase liminaire, toutes les modifications expresses et encore en vigueur que le texte a déjà subies. Il convient d'écrire :

.../...

"L'article 67 du même Code, modifié par les lois des 15 juillet 1966, 23 juin 1975, 3 novembre 1976, par l'arrêté royal du 27 décembre 1976, par les lois des 22 décembre 1977, 19 juillet 1979, par l'arrêté royal n° 2 du 15 février 1982, par les lois des 28 décembre 1983 et 27 décembre 1984, et, en ce qui concerne le texte néerlandais, par la loi du 25 juin 1973, est complété par un 10°, rédigé comme suit :".

Article 5. (devenant l'article 7).

1) Il n'est pas conforme à l'usage qu'un arrêté soit pris par un Ministre sur avis conforme d'un autre Ministre. Il convient de prévoir que la décision sera prise par ces deux Ministres, agissant conjointement.

Le texte suivant est proposé pour l'article 72bis, § ler, en projet :

"Article 72 bis. § ler. Sont, en outre, déduits de l'ensemble des revenus nets des différentes catégories visées à l'article 6, les sommes consacrées à l'acquisition de certificats de fonds belges d'investissement en capital à risque, constitués à partir du ler janvier 1987, régis par la loi du 27 mars 1957 relative aux fonds communs de placement et modifiant le Code des droits de timbre et le Code des taxes assimilées au timbre, et agréés, pour l'application du présent article, par le Ministre des Finances et le Ministre des Affaires économiques".

.../...

2) A l'article 72bis, paragraphe 2, en projet, il n'apparaît pas opportun d'utiliser le détour d'un engagement pour imposer aux sociétés de gestion d'un fonds commun, le respect de la répartition entre les divers investissements admis et l'obligation de détenir exclusivement des avoirs libellés en francs belges. Il est plus simple d'en faire une obligation légale, d'autant que les fonds d'investissements en capital à risque doivent être spécialement agréés.

Les mots "prennent et respectent l'engagement de détenir" doivent dès lors être remplacés par le mot "détiennent", dans la phrase introductive.

Dans cette même phrase, l'adverbe "notamment" doit être omis. En effet, selon les explications du fonctionnaire délégué, il constitue une référence implicite aux conditions générales d'agrément des fonds communs de placement, auxquelles les fonds d'investissement en capital à risque devront satisfaire également; or, ce principe résulte clairement du libellé de l'article 72bis, § ler.

Dans le texte néerlandais du paragraphe 2 en projet, il faudrait écrire "de vennootschappen van beheer van die fondsen" au lieu de "de beheermaatschappijen van die fondsen".

Par souci de concordance avec la terminologie du texte néerlandais, il faut écrire, au début du paragraphe 2 : "Pour l'application du présent article ...".

Au 3° de l'alinéa ler du même paragraphe 2, il convient d'écrire : "... arrêté royal n° 118 du 23 décembre 1982 relatif à la création de zones d'emploi ...".

3) A l'alinéa 2 du même paragraphe 2, il convient d'écrire "modifier les pourcentages" et non "adapter les pourcentages".

.../...

Un délai raisonnable devrait être prévu pour l'adaptation de la composition des portefeuilles à la suite de ces modifications.

4) En tant qu'il donne au Roi le pouvoir de fixer les conditions de l'octroi et du maintien de l'agrément, l'article 72bis, § 3, en projet, n'est pas en concordance avec le paragraphe 2, qui fixe ces conditions. La rédaction suivante est proposée :

"§ 3. Le Roi fixe les formalités à observer pour obtenir l'agrément ainsi que les modalités de contrôle du respect des conditions d'agrément".

L'article 72bis, § 3, en projet, ne prévoit pas que la Commission bancaire sera associée, par la voie de l'avis, à l'exercice du pouvoir réglementaire du Roi. Le projet présente, sur ce point, avec l'article 2, alinéa 2, de la loi du 27 mars 1957, un contraste dont le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison.

5) Dans l'article 72bis, § 4, alinéa 2, en projet, il est prévu que le Roi pourra majorer jusqu'à un maximum de 40.000 francs, le montant des sommes consacrées à l'acquisition de certificats de fonds agréés, qui bénéficie de l'immunité fiscale.

Pour assurer le respect de l'article 112, alinéa 2, de la Constitution, il convient de prévoir la confirmation par le législateur, dans un délai déterminé, de l'arrêté royal décidant la majoration.

6) L'article 72bis, § 6, alinéa 3, en projet, exprimerait plus clairement l'intention du Gouvernement s'il était rédigé comme suit :

"Le Roi détermine les conditions auxquelles doivent satisfaire ces pièces justificatives".

7) L'article 72bis, § 7, en projet, prévoit qu'à partir de l'année au cours de laquelle expire le délai de cinq ans prévu pour la conservation des certificats, l'acquisition de nouveaux certificats ne donne pas lieu à l'octroi de l'avantage fiscal, lorsque cet achat ne constitue qu'un remplacement de certificats cédés.

Cette restriction implique que des pièces justificatives soient produites après le délai fixé par le paragraphe 6 en projet, en cas d'acquisition de nouveaux certificats. Le texte devrait l'indiquer expressément.

Dans le texte néerlandais du paragraphe 7, alinéa 1er, en projet, il faudrait écrire "het behouden van de certificaten" au lieu de "het behoud van de certificaten".

Au paragraphe 7, alinéa 2, il est suggéré d'écrire : "Dans ce cas, la déduction est limitée ...".

8) A l'article 72bis, § 8, en projet, l'ordre dans lequel s'opère la déduction par rapport aux différentes catégories de revenus peut avoir une influence sur la cotisation fiscale. Il est prévu que le Roi arrête cet ordre.

Pour éviter que le pouvoir exécutif puisse ainsi influencer le montant de l'impôt, il conviendrait que les modalités suivant lesquelles s'opère la déduction, soient fixées par le législateur. Il pourrait, par exemple, être prévu que la déduction s'opère en proportion des divers revenus, puisque telle est l'intention du Gouvernement.

Article 6 (devenant l'article 8).

Il y a lieu d'écrire :

"Article 8.-

Dans l'article 93, § 2, alinéa 1er, du même Code, modifié par l'article 17, 2°, de la loi du 27 décembre 1984 et par l'article 6, 2°, de l'arrêté royal du 22 décembre 1986 instaurant un régime d'épargne du troisième âge ou d'épargne-pension, les mots ... (la suite comme à l'article 6 du projet)".

.../...

Article 7 (devenant l'article 9).

Paragraphe 1er :

1) On n'aperçoit pas la raison pour laquelle le nombre de travailleurs occupés, visé par l'article 7, § 1er, 1°, du projet, doit être "inférieur à cinquante", alors que l'article 12, § 2, de la loi du 17 juillet 1975, auquel se réfère la disposition en projet, retient le nombre de cinquante travailleurs au plus.

Selon le fonctionnaire délégué, cette différence d'une unité n'a pas de justification. Le texte en projet devrait dès lors être mis en harmonie avec celui de la loi du 17 juillet 1975.

Il est proposé d'écrire, à la fin du 1° : "... que le nombre de travailleurs soit de cinquante au plus et qu'il ait obtenu l'homologation d'un concordat par abandon d'actif ou ait été déclaré en faillite;".

2) Le 4° est inutile, le président du tribunal de commerce n'étant cité qu'une fois dans le texte.

Paragraphe 2 :

Les modalités suivant lesquelles la déduction autorisée s'opérera par rapport aux différentes catégories de revenus

.../...

doivent être fixées par le législateur, car elles peuvent avoir une influence sur le montant de l'impôt. Le projet doit être complété sur ce point.

Paragraphe 3 :

Ce paragraphe attribue un compétence nouvelle au président du tribunal de commerce. Il y aurait lieu de compléter sur ce point le Code judiciaire.

Il convient, en outre, de préciser le mode de saisine de ce magistrat et de prévoir l'intervention de l'administration dans la procédure.

Le texte suivant est proposé :

"§ 3. La déduction prévue au paragraphe 2 est subordonnée à la condition :

a. que le président du tribunal de commerce, saisi sur requête de toute personne intéressée, le Ministre des Finances appelé, constate que ... (la suite comme au a du projet);

b. que le contribuable exerce, dans la société nouvelle, une activité donnant lieu à une des rémunérations visées à l'article 20, 2°, du même Code".

Paragraphe 4 :

L'alinéa 2 de ce paragraphe appelle la même observation que celle qui a été faite sous l'article 5 (devenant l'article 7), à propos de l'article 72bis, § 4, alinéa 2, en projet.

Paragraphe 5 :

1) Au début du paragraphe, les mots "Dans les cas visés ci-après" sont superflus et doivent être omis. Le texte néerlandais doit être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

2) Au littera d), le projet vise le "travailleur". En cas de décès de celui-ci, la règle inscrite dans la disposition en projet s'appliquera à la détention d'actions par un contribuable qui ne sera pas nécessairement un travailleur de la société nouvelle, ni une des personnes énumérées dans cette disposition.

De l'accord du fonctionnaire délégué, le mot "travailleur" doit dès lors être remplacé par le mot "contribuable".

Dans le texte néerlandais du paragraphe 5, littera d) de l'article 7 en projet, le mot "zijverwanten" devrait être remplacé par l'expression "verwanten in de zijlijn" et les mots "middellijk of onmiddellijk" devraient être remplacés par les mots "rechtstreeks of onrechtstreeks".

3) Au littera e), il devrait être précisé si la démission offerte par le travailleur parce qu'il atteint l'âge de l'admission à la pension (ou à la prépension), est comprise dans les cas où aucune déduction fiscale n'est plus admise.

Sous réserve de cette observation, il y a lieu d'écrire :

"e. la renonciation par le travailleur à l'activité donnant lieu, dans la société nouvelle, à une des rémunérations visées à l'article 20, 2°, du même Code".

.../...

Article 9 (devenant l'article 11).

Selon le fonctionnaire délégué, l'alinéa nouveau en projet constitue une disposition interprétative de la loi du 31 juillet 1984. Le mode de calcul du montant des bénéfices fiscalement immunisés, défini par la disposition en projet, sera donc applicable ab initio.

La disposition nouvelle paraît correspondre à l'intention du législateur exprimée en 1984. En effet, l'exposé des motifs du projet de loi précisait déjà que les mesures relatives à la promotion du capital novateur ne seraient applicables qu'aux apports en numéraire, à l'exclusion des apports en nature (1).

Néanmoins, pour éviter toute hésitation quant à l'effet dans le temps de la disposition en projet, le texte devrait en indiquer la nature interprétative ou fixer la date à laquelle elle produit ses effets à la date d'entrée en vigueur de l'article 69 de la loi de redressement du 31 juillet 1984.

Article 11 (devenant l'article 13).

Le texte en projet devrait viser non pas l'acquisition "d'actions ou parts" mais l'acquisition de "titres novateurs", expression définie à l'article 68, 3°, de la loi du 31 juillet 1984.

.../...

(1) Doc.parl., Chambre (session 1983-1984), n° 927/1; Pasin., 1984, p. 1458.

Article 13 (devenant l'article 15).

A la fin de la phrase introductive, il y a lieu d'écrire :

" ... est complété par un 5°, rédigé comme suit :

" 5° ...".

Article 14 (devenant l'article 16).

1) La phrase liminaire doit être rédigée de la manière suivante :

"Un article 26bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :".

2) Le projet tend à encourager l'accroissement des salaires en fonction des bénéfices des sociétés, par la fixation d'un taux d'imposition de 25 pour cent applicable aux "rémunérations participatives", sauf si l'imposition globale est plus avantageuse (voir l'article 15 du projet, complétant l'article 93, § 1er, 1°bis, du Code des impôts sur les revenus).

Il résulte des conditions d'application de la mesure envisagée que le bénéfice de cette dérogation au principe de la progressivité de l'impôt qui frappe les revenus professionnels, sera réservé aux travailleurs dont l'employeur est assujetti à l'impôt des sociétés (ou à celui des non-résidents) et a conclu une convention collective de travail (au sens de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires), réglant l'octroi de rémunérations de ce genre.

.../...

L'article 112, alinéa 1er, de la Constitution, aux termes duquel "il ne peut être établi de privilège en matière d'impôts", ne sera respecté que si la charge fiscale différenciée qui résultera de l'application du projet, pour les contribuables, selon que leur employeur remplit ces deux conditions ou n'y satisfait pas, repose sur des distinctions entre catégories de contribuables qui sont en rapport avec la nature de la mesure envisagée et avec le but que celle-ci doit permettre d'atteindre.

Ce rapport ne paraît pas établi en ce qui concerne la distinction opérée entre les contribuables selon que leur employeur subit l'impôt des sociétés ou est redevable de l'impôt des personnes physiques.

Ce rapport paraît également faire défaut en ce qui concerne la distinction qui résulte de l'obligation de régler l'octroi des rémunérations participatives par une convention collective de travail, au sens de la loi du 5 décembre 1968, précitée.

En effet, cette exigence posée sans restriction privera les contribuables dont l'employeur ne peut, en droit, conclure une telle convention, de la faculté de bénéficier du taux réduit d'imposition. Tel sera le cas, notamment, des agents des organismes d'intérêt public (en vertu de l'article 2, § 3, 1°, alinéa 1er, de la loi du 5 décembre 1968), à l'exception du personnel des institutions publiques de crédit (en vertu de l'arrêté royal du 4 septembre 1984 portant extension aux institutions publiques de crédit de l'application de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires).

.../...

Une solution devrait être recherchée pour éviter toute discrimination injustifiée entre les agents des divers organismes d'intérêt public.

3) La définition donnée à l'article 26bis, § 1er, 1°, du Code des impôts sur les revenus, en projet, des "rémunérations participatives", ne fait pas apparaître l'élément essentiel de la notion à définir, à savoir la nécessaire liaison des rémunérations de ce genre à la réalisation de bénéfices dans le chef de la société qui s'oblige à les octroyer.

Cette lacune doit être comblée.

En vertu de l'article 26bis, § 1er, 4°, en projet, l'accord visé au 1° devra prendre la forme d'une convention collective de travail, au sens de l'article 5 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires.

Il en résulte que les parties à l'accord seront obligatoirement l'employeur et "une ou plusieurs organisations de travailleurs", conformément à l'article 6 de la loi précitée, et non "tous les travailleurs" de la société, comme le prévoit le projet.

Sur ce point, la définition doit être revue.

L'intention du Gouvernement, qui paraît être d'imposer que la participation aux bénéfices soit collective, en ce sens

.../...

qu'elle doit profiter à l'ensemble du personnel de la société, pourrait être exprimée comme suit :

"1° par rémunérations participatives : les sommes obtenues en exécution d'une convention par laquelle la société s'oblige à octroyer à tous les travailleurs qu'elle occupe, des rémunérations ...(la suite à adapter conformément à la première observation)".

4) Il existe, en ce qui concerne l'article 26bis, § 1er, 1°, en projet, une discordance entre le texte, selon lequel les critères de répartition des rémunérations sont déterminés par la convention, et l'exposé des motifs, selon lequel ces critères peuvent être fixés librement par la société.

5) A l'article 26bis, § 1er, 3°, en projet, la définition des "augmentations normales" de rémunération, comprend les augmentations qui résultent de l'application d'une convention collective de travail. Or, ainsi qu'on vient de le voir, l'octroi des rémunérations participatives doit être prévu par de telles conventions.

La définition doit dès lors être adaptée, en vue d'en exclure les augmentations attribuées en vertu des conventions visées au 1°.

Cette adaptation devrait également faire apparaître si la réduction du taux d'imposition sera ou non applicable aux rémunérations participatives allouées en vertu d'un accord collectif qui aurait été conclu avant la date de l'entrée en vigueur de la loi.

.../...

6) A l'article 26bis, § 1er, 4°, en projet, les mots "au plus tard à la fin du deuxième mois de la période imposable en cours et selon les modalités prévues au 1°" doivent être omis; ces conditions sont énoncées au paragraphe 3, a.

7) A l'article 26bis, § 2, en projet, il est proposé d'écrire :

"Les sommes obtenues ... sont assimilées aux rémunérations visées ...".

Si l'on tient compte des explications contenues dans l'exposé des motifs, l'intention est de n'appliquer le taux d'imposition spécial qu' "aux rémunérations complémentaires qui seront accordées à l'avenir. (Les dispositions précitées) sont prévues pour éviter que l'on puisse disqualifier les rémunérations normales afin de bénéficier des avantages fiscaux".

Le texte en projet ne règle pas clairement le cas où la rémunération fixe serait réduite lors de l'obtention de la rémunération participative, en vertu d'un accord conclu à ce moment.

Le Gouvernement devrait fixer ses intentions sur ce point et revoir le texte en conséquence.

Il lui appartient également de s'assurer que le respect de l'interdiction de substituer des rémunérations participatives aux éléments de la rémunération normale, pourra être vérifié sans l'institution de mesures spécifiques de contrôle.

.../...

S'il convient d'attribuer au Roi le pouvoir d'imposer de telles mesures, cette attribution devrait faire l'objet d'un texte exprès (1).

8) L'article 26bis, § 3, alinéa 1er, a et b, en projet, recourt à la notion de "période imposable" pour fixer les délais à respecter lors de la conclusion de la convention d'octroi de rémunérations participatives et pour le paiement de semblables rémunérations.

Selon le fonctionnaire délégué, il convient d'y substituer la notion d'exercice comptable, pour y indiquer qu'il s'agit de la société.

Article 15 (devenant l'article 17).

1) L'article 6 de l'arrêté royal du 22 décembre 1986 instaurant un régime d'épargne du troisième âge ou d'épargne-pension ne modifie pas l'article 93, § 1er, 1°bis du Code des impôts sur les revenus. Le visa de cet arrêté doit donc être omis.

2) Pour compléter le 1°bis sans interrompre l'ordre alphabétique, il y a lieu d'utiliser le h) et non le j).

3) Il est suggéré de faire du membre de phrase "allouées par la société ...", une proposition relative qui commencerait par les mots "qui ont été".

.../...

---

(1) On observera, à titre de comparaison, qu'en France, l'ordonnance n° 59-126 du 7 janvier 1959 tendant à favoriser l'association ou l'intéressement des travailleurs à l'entreprise, avait prévu une procédure d'homologation des "contrats d'intéressement"; la formalité du dépôt des conventions collectives requise par l'article 18 de la loi du 5 décembre 1968 ne comporte pas un contrôle analogue du contenu de l'accord collectif.

Article 16 (devenant l'article 18) et article 62, §4.

1) En vertu de l'article 109, 5°, du Code des impôts sur les revenus, en projet, les sociétés qui ne respectent pas les conditions qui y sont énoncées, se voient refuser la déduction des rémunérations participatives au titre de charges professionnelles.

En outre, les rémunérations incorporées à la base taxable en vertu de la disposition précitée seront frappées d'une cotisation spéciale et complémentaire, conformément à l'article 134 du Code des impôts sur les revenus, en projet (cf. l'article 18 du projet de loi).

L'article 62, § 4, du projet de loi fixe les conditions en matière de promotion de l'emploi auxquelles doivent satisfaire les sociétés qui attribuent des rémunérations participatives, pour échapper à l'application des articles 109, 5°, et 134 du Code des impôts sur les revenus, pour les exercices d'imposition 1988 et 1989.

L'habilitation donnée au Roi de fixer ces conditions, pour les exercices d'imposition suivants, par l'article 16 du projet de loi (article 109, 5°, a, du Code des impôts sur les revenus, en projet), abandonne à la discrétion du Roi la détermination d'un des critères d'application du régime fiscal créé en faveur des rémunérations participatives, en dehors de toute limite légale.

.../...

Une attribution de pouvoir aussi large, qui ne fournit aucun élément objectif et précis en vue de la détermination dudit critère, n'est pas conforme au principe inscrit à l'article 112, alinéa 2, de la Constitution.

Les conditions devraient être fixées par le législateur non seulement pour les exercices 1988 et 1989 mais également pour les exercices suivants.

2) A l'article 109, 5°, b, en projet, il est proposé d'écrire :

"b. une société qui respecte les conditions visées au a, dans la mesure où le montant de ces rémunérations majorées dépasse 10 pour cent ...".

Article 18 (devenant l'article 20).

Selon les explications du fonctionnaire délégué, la cotisation spéciale et complémentaire prévue à l'article 134 (nouveau) du Code des impôts sur les revenus a été fixée à un taux qui permet à l'Etat de récupérer les moins-values fiscales et parafiscales résultant de l'attribution illégale de rémunérations participatives, tout en tenant compte, notamment, du fait que les rémunérations participatives sont rejetées des dépenses professionnelles admissibles pour le calcul de l'impôt des sociétés. Il a été renoncé, pour des raisons pratiques, à toute récupération de sommes auprès des bénéficiaires des rémunérations participatives.

Article 22 (devenant l'article 24).

1) Cet article devrait être fusionné avec l'article 46 du projet et être inséré dans le Code des impôts sur les revenus, sous l'intitulé : "Certificats relatifs au montant des revenus".

2) A l'alinéa 2, il y a lieu d'écrire :

"L'Administration des contributions directes est tenue d'inclure la majoration visée à l'alinéa ler ...".

Article 23 (devenant l'article 25).

Au 8°, les mots "au sens des lois coordonnées sur les sociétés commerciales" doivent être omis.

Articles 24 à 26 (devenant les articles 26 à 28) et article 62, § ler, 1° (devenant l'article 65).

1) Dans la phrase liminaire des articles 25 et 26 (devenant les articles 27 et 28), il suffit d'écrire "... du même arrêté", les mots "... royal n° 118" pouvant être omis.

2) Les dispositions en projet seront applicables "à partir de l'exercice d'imposition 1987", en vertu de l'article 62, § ler, 1°, du projet.

.../...

Si l'on considère que le régime fiscal du contribuable doit être définitivement fixé à la date de clôture de la période imposable, le projet revêt un caractère rétroactif.

Il appartiendra au législateur d'apprécier si, en l'espèce, des circonstances particulières justifient que les conditions d'exemption de l'impôt des sociétés soient ainsi modifiées, en ce qui concerne la dette fiscale afférente aux revenus imposables au titre de cet exercice d'imposition.

3) L'alinéa 2, inséré par l'article 26 (devenant l'article 28) du projet de loi à la suite de l'article 7, § ler, de l'arrêté royal n° 118, pourrait débuter comme suit :

"Toutefois, l'exonération n'est pas applicable à la partie des bénéfices ...".

Article 27 (devenant l'article 29).

Dans la phrase liminaire, il convient d'écrire :

"A l'article 42ter du Code des impôts sur les revenus, ...".

Article 28 (devenant l'article 30).

La modification de l'article 71, § 2, alinéa 3, résultant de la loi du 22 janvier 1969 est devenue sans objet à la suite de la modification résultant de la loi du 18 mai 1972. Il convient donc d'écrire : "... modifié par l'article ler de la loi du 18 mai 1972, par l'article 54, 3°, ...".

Article 30 (devenant l'article 32).

Afin de rappeler toutes les modifications expresses subies par l'article 50 du Code des impôts sur les revenus, il convient d'écrire dans la phrase liminaire :

"..., modifié par l'article 2 de la loi du 22 mai 1970, par l'article 5 de la loi du 7 juillet 1972, par l'article 1er de la loi du 23 juin 1975, par l'article 10 de la loi du 4 août 1986 et, en ce qui concerne le texte néerlandais, par l'article 84 de la loi du 25 juin 1973 et par l'article 8 de l'arrêté royal du 12 août 1985, ... (la suite comme au projet)".

Dans le texte néerlandais en projet, il convient d'écrire "private spaarkassen" au lieu de "privé-spaarkassen".

Article 32 (devenant l'article 34).

L'article 75, § 1er, du Code des impôts sur les revenus prévoit, par dérogation au principe du cumul des revenus des époux, inscrit à l'article 73 du Code, que les revenus des deux conjoints ne sont pas cumulés pour l'année du mariage, de la dissolution du mariage ou de la séparation de corps, ainsi qu'à partir de l'année qui suit celle au cours de laquelle une séparation de fait est intervenue.

Pour cette année, les conjoints sont considérés sur le plan fiscal comme des "isolés" et leurs revenus font l'objet d'une cotisation séparée.

L'administration considérait que, pour cette même année, les dispositions de l'article 63 du Code des impôts sur les revenus, qui autorisent l'attribution au conjoint aidant d'une quote-part des revenus professionnels du contribuable, ne pouvaient être appliquées (1).

En revanche, la Cour d'appel de Liège a jugé que l'attribution d'une telle quote-part lors de l'année du mariage était possible, même si l'autre époux souscrivait une déclaration séparée (2).

Le projet tend à donner force de loi à l'interprétation de l'administration.

Les raisons d'un tel choix devraient être énoncées dans l'exposé des motifs.

En vertu de l'article 62, § ler, 1°, du projet de loi, la modification envisagée sera applicable à partir de l'exercice d'imposition 1987.

Si l'on considère que le régime fiscal du contribuable doit être définitivement fixé à la date de clôture de la période imposable, le projet revêt un caractère rétroactif.

Il appartiendra au législateur d'apprécier s'il est justifié d'appliquer le texte en projet à la détermination de la dette fiscale afférente à la période imposable 1986.

.../...

---

(1) Commentaire administratif du Code des impôts sur les revenus, 63/9.

(2) Liège, 13 mars 1985, R.G.F., 1985, pp. 149-150, et la note L. VANHEESWIJK, qui approuve la solution de l'arrêt.

Article 35 (devenant l'article 37).

Il est proposé de rédiger le 2° comme suit :

"2° le a est remplacé par le texte suivant :

"a. la limite de revenus et le tarif d'imposition, repris à l'article 77, à l'exception du montant d'impôt de 300 F;".

Article 40 (devenant l'article 42).

Il y a lieu d'écrire :

"A l'article 127, 1°, du même Code, modifié par l'article 40 de la loi du 25 juin 1973, par l'article 11 de la loi du 28 décembre 1973 et par l'article 25 de la loi du 4 août 1986, ...".

Article 41 (devenant l'article 43) et article 62, § 5.

La Commission des Communautés européennes considère que la Belgique a manqué aux

"obligations qui lui incombent en vertu des articles 13 deuxième alinéa et 14 du protocole sur les privilèges et immunités et de l'article 7 du traité CEE,

- en adoptant les dispositions de l'article 17 de la loi du 10 février 1981, devenu l'article 162 paragraphe 6 du code des impôts sur les revenus,

.../...

- en appliquant lesdites dispositions aux fonctionnaires et agents des Communautés européennes depuis l'exercice 1981 qui leur suppriment le bénéfice des réductions du précompte immobilier normalement accordées aux personnes qui acquittent un impôt sur leur traitement au Trésor belge, sans leur ouvrir un droit à remboursement".

La Cour de justice des Communautés européennes a été saisie le 16 octobre 1986 d'un recours formé par la Commission, relatif à cette question (1).

Le projet prend en considération l'ensemble des griefs articulés par la Commission, puisqu'il rapporte la disposition critiquée et prévoit l'octroi de la réduction du précompte immobilier pour le passé.

Article 41bis (devenant l'article 44).

L'article 277, § 3, du Code des impôts sur les revenus a été remplacé et non inséré par l'article 54 de la loi du 4 août 1986. L'usage recommande d'écrire "modifié" au lieu de "inséré".

L'article 277, § 3, 2°, modifié par la loi du 4 août 1986, porte "... 87 et 88 ..." et non "... 87 à 88...".

De l'accord du fonctionnaire délégué, la référence aux articles 55 à 62 du Code des impôts sur les revenus peut être omise. Il y a lieu d'écrire : "... des dépenses visées à l'article 54, ...", au lieu de "... des dépenses visées aux articles 54 à 62, ...".

Le texte néerlandais de l'article devrait être rédigé en tenant compte de la remarque faite dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

---

(1) J.O.C.E., 15 novembre 1986, C 288/5.

Article 42 (devenant l'article 45).

Au 1°, il serait plus logique d'inscrire l'obligation de déclaration à la cotisation spéciale sur revenus mobiliers dans l'article 220bis du Code des impôts sur les revenus puisqu'il s'agit d'une disposition à caractère permanent.

Articles 44 et 45 (devenant respectivement les articles 47 et 48).

La loi du 4 août 1986 portant des dispositions fiscales doit être citée avec son intitulé complet à l'article 44 et par la formule "... de la même loi" à l'article 45.

Au surplus, dans le texte néerlandais de l'article 44, a) et b), il convient d'écrire "afgesloten zijn" au lieu de "afsluiten".

Il y a aussi à l'article 44 une discordance entre les textes français et néerlandais, sous a) ("pour l'exercice comptable" - "voor de boekjaren") et sous b) ("en ce qui concerne les exercices comptables" - "met betrekking tot boekjaren").

Article 46.

Il est proposé de fusionner cet article avec l'article 22 du projet (devenant l'article 24).

Articles 47 et 48 (devenant respectivement les articles 49 et 50).

La loi générale sur les douanes et les accises prévoit en son article 13, § 1er, alinéa 1er, qu'en vue de l'application anticipée des changements qui doivent être apportés d'urgence aux droits d'accise, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, prescrire toutes mesures, y compris le versement des droits qui seront établis par la loi.

.../...

L'alinéa 2 de cette même disposition est rédigé comme suit :

> "Le Roi saisira les Chambres législatives, immédiatement si elles sont réunies, sinon dès l'ouverture de leur plus prochaine session, d'un projet de loi tendant à apporter aux droits d'accise, les changements en vue desquels des mesures ont été prescrites par application de l'alinéa ler".

Cette procédure sauvegarde à la fois les nécessités d'une intervention rapide dans la matière des accises et le principe constitutionnel de la compétence exclusive du législateur en matière d'établissement de l'impôt au profit de l'Etat.

Il incombe au Gouvernement de veiller au respect de cette procédure, notamment quant au délai fixé pour la saisine des Chambres.

Bon nombre des arrêtés royaux qui font l'objet des articles 47 et 48 du projet et qui ont apporté un changement aux droits d'accise ont été pris il y a plus de dix ans.

En laissant se produire un tel retard dans la mise en oeuvre de la prescription de l'article 13, § ler, alinéa 2, de la loi , le Gouvernement fait obstacle à ce que les Chambres législatives exercent pleinement leur mission. Il risque aussi de compromettre la sécurité juridique en exposant les arrêtés royaux à d'éventuelles contestations de leur force obligatoire, faute de dépôt d'un projet de loi dans le délai prescrit.

.../...

En outre, les articles 47 et 48 du projet ne satisfont pas complètement au prescrit de l'article 13, § 1er, alinéa 2, de la loi, puisqu'ils se bornent à rendre définitifs les taux établis par les arrêtés royaux pour la période pendant laquelle ceux-ci ont produit leurs effets et ne modifient pas expressément la législation sur les accises, en vue d'y apporter les changements impliqués par ces arrêtés royaux. Ceux de ces arrêtés qui n'ont pas été abrogés, devraient l'être.

Article 49 (devenant l'article 51).

Pour se concilier avec les principes constitutionnels selon lesquels aucun impôt et aucune modération d'impôt ne peuvent être établis que par une loi, les dispositions législatives attribuant au Roi le pouvoir d'exiger le paiement immédiat de droits nouveaux ou de modifier le montant des droits exigibles, doivent trouver une justification dans la nécessité d'une intervention rapide, en vue d'empêcher la spéculation ou la disparition de la matière taxable.

.../...

Au surplus, pour être conformes au prescrit constitutionnel, ces dispositions législatives ne peuvent permettre, sur la base de l'arrêté royal, qu'une perception à caractère provisoire et elles doivent prévoir que le Gouvernement saisira, à bref délai, les Chambres législatives d'un projet de loi établissant à titre définitif l'impôt dont il s'agit.

L'article 13 de la loi générale sur les douanes et accises, en projet, satisfait à ces deux conditions.

Néanmoins, pour garantir pleinement le fonctionnement et la constitutionnalité du système, il devrait être prévu que les arrêtés royaux seraient de plein droit rapportés, c'est-à-dire perdraient ex tunc tous leurs effets, si le projet de loi de confirmation n'était pas déposé dans un délai déterminé. Il appartiendrait alors aux Chambres législatives de faire les diligences requises pour que la loi soit votée dans les meilleurs délais.

Dans le texte néerlandais du paragraphe 1er de l'article 13 en projet, il y a lieu de tenir compte de la proposition faite dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 50 (devenant l'article 52).

Par souci de concision, le texte suivant est proposé :

"Article 52.-

A l'article 311 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° Dans le paragraphe 1er, alinéa 1er, le chiffre "12" est remplacé par le chiffre "9,6".

2° Le paragraphe 2 est remplacé par la disposition suivante :

"§ 2. ... (la suite comme à l'article 311, § 2, en projet)".

Article 52 (devenant l'article 54).

Le projet tend à mettre en concordance le Code de la taxe sur la valeur ajoutée avec le règlement (C.E.E.) n° 1766/85 de la commission du 27 juin 1985 concernant les taux de change à appliquer pour la détermination de la valeur en douane (1).

Ce règlement tend à uniformiser l'application du tarif douanier commun, en établissant des règles communes concernant les taux de change à utiliser lors de la détermination de la valeur en douane.

.../...

---

(1) J.O.C.E., 28 juin 1985, L. 168/21-22.

Le règlement étant entré en vigueur le 2 octobre 1985, en vertu de son article 5, il y a lieu de fixer la date de l'entrée en vigueur de la modification législative au 2 octobre 1985 également, en complétant l'article 62 du projet de loi (devenant l'article 65).

Article 53 (devenant l'article 55).

L'article 37, § 2, du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, dispose comme suit :

> "Par arrêté délibéré en conseil des ministres, le Roi fixe les taux et arrête la répartition des biens et des services entre ces taux.
>
> Moyennant la même procédure, Il peut modifier la répartition et les taux, lorsque les contingences économiques ou sociales rendent ces mesures nécessaires".

Le même article prévoit, en son paragraphe 3, que :

> "Le Roi saisira les Chambres législatives, immédiatement si elles sont réunies, sinon dès l'ouverture de leur plus prochaine session, d'un projet de loi de confirmation des arrêtés pris en exécution du § 2 du présent article".

L'article 53 du projet de loi est proposé en exécution du paragraphe 3 précité. Le projet de confirmation est néanmoins tardif; ce retard appelle une observation du même ordre que celle qui a été formulée à propos des articles 47 et 48 du projet.

.../...

Article 58 (devenant l'article 60).

Dans le texte français, il faut écrire :

"Dans l'article 8, alinéa 6, 3°, du Code ...".

La précision conjoint survivant "du défunt" ne paraît pas s'imposer.

Article 59 (devenant l'article 61).

Dans la phrase liminaire, il suffit d'écrire :

"Un article 149bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :".

Dans l'article 149bis, en projet, par souci de concordance avec le terme employé dans l'article 149, il faut écrire : "Sont également exonérées ...".

Le texte néerlandais de l'article 149bis en projet devrait être rédigé comme il est précisé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 61 (devenant l'article 63).

Au 1°, il y a lieu d'écrire :

"1° à l'alinéa 1er, les mots ...".

De même, au 2°, il convient d'écrire :

"2° à l'alinéa 3, les mots ...".

.../...

Article 61bis.

A. Objet du chapitre IVbis.

Ce chapitre, intitulé "Maintien de la compétitivité", contient un seul article, l'article 61bis, qui habilite le Roi à prendre "toute mesure utile" en vue de réduire les coûts de production, notamment ceux du travail, de l'énergie et du crédit, si des "circonstances exceptionnelles" compromettent la compétitivité des entreprises, par rapport à l'année 1986.

L'évolution du coût du travail sera comparée avec celle qui est enregistrée chez les principaux partenaires commerciaux de la Belgique.

Pour assurer "l'équilibre des efforts de toutes les catégories sociales", le Roi peut modifier temporairement les modalités légales ou conventionnelles de liaison des traitements des agents des services publics à l'indice des prix à la consommation, soumettre les tarifs de professions libérales à la formule d'indexation prévue à l'arrêté royal n° 180 du 30 décembre 1982, et créer une cotisation applicable aux revenus professionnels non liés à l'indice des prix.

Les mesures arrêtées en vertu de ces habilitations devront sauvegarder le pouvoir d'achat des personnes les moins favorisées.

.../...

Les organisations représentatives des travailleurs, des entreprises, des classes moyennes et de l'agriculture seront consultées à propos de l'évaluation de la compétitivité des entreprises et avant que les mesures autorisées par le projet ne soient prises.

B. L'évolution législative en matière de maintien de la compétitivité des entreprises.

Au cours de ces dernières années, le Roi a été habilité, à plusieurs reprises, à prendre des mesures de maintien de la compétitivité des entreprises.

De telles mesures ont fait l'objet :

1° de l'article 1er, 1°, de la loi du 2 février 1982 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi;

2° du chapitre IV de la loi du 11 avril 1983 portant des dispositions fiscales et budgétaires, intitulé "Maintien de la compétitivité", contenant les articles 34 et 35. L'article 35, § 2, auquel le projet se réfère était rédigé comme suit :

> "§ 2. Afin d'assurer un équilibre des efforts de toutes les catégories sociales équivalents à tous égards à ceux demandés en application du § 1er, le Roi peut :
>
> a) modifier temporairement les modalités légales ou conventionnelles de la liaison des salaires, des traitements et des allocations sociales des agents des services publics à l'indice des prix à la consommation;
>
> b) :
>
> - soumettre des tarifs de professions libérales à la formule d'indexation visée à l'article 34, b;

.../...

- fixer le montant et les modalités d'une cotisation à charge des bénéficiaires de revenus professionnels non liés à l'indice des prix à la consommation;

3° de la section 1ère du chapitre IV de la loi de redressement du 22 janvier 1985 (1), intitulée "Maintien de la compétitivité", comprenant l'article 26. L'habilitation donnée au Roi par cette disposition expirait le 31 décembre 1986;

4° de l'article 1er, 1°, de la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi. Ces pouvoirs expiraient également le 31 décembre 1986.

L'attribution de pouvoirs contenue dans le projet actuel, si elle est assez comparable aux dispositions législatives antérieures, en diffère cependant sur un point essentiel. Elle est consentie pour une durée indéfinie.

C. La nature des pouvoirs que le projet attribue au Roi.

Selon les déclarations du délégué du Ministre, l'ensemble des pouvoirs attribués au Roi - et non pas seulement ceux qui résultent de la référence à l'article 35, § 2, de la loi du 11 avril 1983 - ont pour objet de permettre la modification de textes légaux.

.../...

---

(1) L'exposé des motifs donne, par erreur, la date du 24 janvier 1985.

Il est vrai que l'étendue du pouvoir réglementaire confié au Roi est limitée par les deux buts assignés à l'action du Roi : le maintien de la compétitivité des entreprises, d'une part, et, d'autre part, l'équivalence des efforts demandés à tous les bénéficiaires de revenus professionnels.

Sans doute, le Roi ne pourra disposer du pouvoir que la loi Lui confère que si c'est à la suite de circonstances exceptionnelles que la compétitivité des entreprises s'est dégradée et cette dégradation sera évaluée à l'aide de critères que le projet indique, sans qu'ils soient toutefois tous précisés.

Sans doute encore, le pouvoir d'achat des personnes les moins favorisées devra être sauvegardé. Et enfin, les mesures ne seront prises "qu'après concertation avec les représentants des organisations représentatives des travailleurs, des entreprises, des classes moyennes et de l'agriculture".

Néanmoins, en dépit de ces précisions, les mesures utiles à la réduction des coûts peuvent être si diverses que les matières susceptibles d'être touchées pour maintenir la compétitivité constituent un ensemble tellement vaste qu'il serait bien difficile d'en définir les contours.

Les pouvoirs conférés au Roi par l'article 61bis doivent donc être considérés comme des pouvoirs spéciaux.

.../...

- Or, ainsi qu'on l'a déjà indiqué, l'habilitation contenue dans le projet serait consentie pour une durée illimitée.

Il convient de rappeler que la limitation de la durée de la période pour laquelle des pouvoirs spéciaux sont attribués au Roi est une condition de la compatibilité de cette mesure avec la Constitution.

C'est à cette question qu'avait trait la demande d'avis complémentaire dont le Président de la Chambre des Représentants a saisi le Conseil d'Etat le 16 mai 1983 (1). Dans son avis, le Conseil d'Etat section de législation, a notamment déclaré ce qui suit :

> "V. La durée de la période pendant laquelle des dispositions peuvent être prises par la voie de pouvoirs spéciaux constitue un élément fondamental pour émettre un jugement sur l'admissibilité de ceux-ci par rapport aux règles constitutionnelles.
>
> Une loi qui attribuerait de tels pouvoirs pour une période de très longue durée - par exemple, pour toute une législature - constituerait certainement une renonciation trop importante des Chambres législatives à leurs pouvoirs pour qu'elle puisse être considérée comme restant compatible avec les règles constitutionnelles.
>
> Le fait que le Gouvernement demande une nouvelle fois aux Chambres législatives de lui attribuer des pouvoirs spéciaux à une date assez proche de celle à laquelle ont expiré des pouvoirs spéciaux conférés par une loi précédente sur des objets partiellement identiques soulève sans doute une difficulté. Mais dans ce cas, on se trouve dans une situation qui présente une différence essentielle avec le premier cas envisagé : en saisissant les Chambres législatives d'un nouveau projet de loi, le Gouvernement permet à celles-ci d'avoir égard aux circonstances de fait existant à ce moment et de se

.../...

---

(1) Doc. parl., Ch., session 1982-1983, n° 643/13; la substance de l'avis a été rappelée in Doc. parl., Ch., session 1985-1986, n° 128/1, pp. 14-15.

prononcer sur les mesures qu'elles appellent. Les Chambres législatives ont ainsi l'occasion d'exercer en connaissance de cause le pouvoir d'appréciation qui leur est réservé. C'est à elles qu'il appartient de déterminer si les circonstances de fait justifient ou non une prorogation pour une période limitée ou un renouvellement pour une période limitée, de l'attribution de pouvoirs spéciaux".

Dans le projet actuel, la prérogative d'estimer que des circonstances exceptionnelles sont réunies et qu'en conséquence le Roi dispose de pouvoirs spéciaux, appartiendrait en permanence au Gouvernement. Une telle prérogative doit rester l'apanage des Chambres législatives.

En outre, le Parlement ne peut consentir l'attribution de pouvoirs spéciaux que pour la période limitée où des "circonstances de crise" la justifient. En effet, l'attribution de semblables pouvoirs au Roi implique une extension de Son pouvoir réglementaire au-delà des limites qu'autorise l'article 78 de la Constitution, tel que cet article doit être interprété à la lumière des autres articles de la Constitution et notamment de son article 26 (1).

+

\+ +

.../...

---

(1) Avis du Conseil d'Etat sur le projet devenu la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, Doc. parl., Ch., session 1985-1986, n° 128/1, p. 14.

Il résulte des considérations qui précèdent que l'article 61bis qui, ainsi qu'il a été dit ci-dessus, devrait faire l'objet d'un projet de loi distinct, doit être remanié. D'une part, la durée de l'habilitation donnée au Roi doit être limitée. D'autre part, l'étendue des pouvoirs faisant l'objet de cette habilitation doit être précisée. Il appartiendra, en outre, au Gouvernement d'apprécier s'il ne convient pas de prévoir la confirmation par le législateur des arrêtés royaux qui modifieront des lois.

Article 62 (devenant les articles 64 et 65).

1. Le chapitre V du projet de loi doit être scindé en deux sections, la première contenant les dispositions transitoires, la seconde fixant l'entrée en vigueur de certaines dispositions.

Les intitulés suivants sont proposés :

"Chapitre V - Dispositions finales.

Section 1ère - Dispositions transitoires.

Article 64. - ...

Section 2 - Entrée en vigueur.

Article 65.- ...".

.../...

2. Dans l'article 62, § 2 (devenant l'article 64, § 1er), il y a lieu d'écrire :

"Par dérogation à l'article 26bis, § 3, alinéa 1er, a, ...".

Il est proposé de rédiger le texte néerlandais du paragraphe 1er de l'article 64 comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

3. Le paragraphe 5 de l'article 62 devrait figurer à l'article 41 de la loi en projet, dont il formerait l'alinéa 2. Le texte suivant est proposé pour cet alinéa :

"Sans préjudice de l'article 277 du même Code, les demandes en réduction auxquelles ouvre droit la disposition rapportant l'article 162, § 6, du même Code, ... (la suite comme à l'article 62, § 5, alinéas 1er et 2, du projet)".

4. Le paragraphe 7 de l'article 62 du projet devrait figurer dans l'article 1er ter (devenant l'article 3) de la loi en projet, dont il formerait un paragraphe 8, et dans l'article 7 de la loi, dont il formerait un paragraphe 7. Dans ces paragraphes, la référence aux dispositions du Code des impôts sur les revenus doit être précisée, par l'indication des articles.

OPSCHRIFT.

De diverse hoofdstukken van het ontwerp hebben betrekking op verschillende aangelegenheden maar hebben met elkaar gemeen dat ze fiscale bepalingen bevatten.

Hoofdstuk IVbis daarentegen, dat bij amendement in het ontwerp opgenomen is en als opschrift heeft "Handhaving van het concurrentievermogen", is in wezen niet van fiscale aard. Dat hoofdstuk zou uit het huidige ontwerp moeten worden gelicht en zou in een afzonderlijk wetsontwerp moeten komen.

Om de fiscale aard van het ontwerp te beklemtonen, wordt voorgesteld het opschrift als volgt te redigeren :

"Ontwerp van wet houdende diverse fiscale bepalingen met het oog onder meer op de bevordering van de modernisering van de economie en de begunstiging van de winstdelende bezoldigingen".

INDIENINGSBESLUIT EN MEDEONDERTEKENINGEN.

Afdeling 3 van hoofdstuk I heeft betrekking op de kapitaalparticipatie door werknemers, hoofdstuk II op de bezoldigingen en hoofdstuk III op de beveiliging en bevordering van de werkgelegenheid, welke aangelegenheden tot de bevoegdheid van de Minister van Tewerkstelling en Arbeid behoren. Het ontwerp moet bijgevolg voorgedragen en medeondertekend worden door die Minister.

Bovendien vereist artikel 7, § 3, a, van het ontwerp, dat de bevoegdheid van de voorzitter van de rechtbank van koophandel uitbreidt, het optreden van de Minister van Justitie.

.../...

BEPALEND GEDEELTE.

In de Franse tekst schrijve men : "chapitre 1er", "section 1ère".

Artikel 1.

Over het koninklijk besluit waarvan de bekrachtiging wordt voorgesteld, heeft de Raad van State, afdeling wetgeving, een advies verstrekt dat bekendgemaakt is in het Belgisch Staatsblad van 1 januari 1987. De Raad van State verwijst naar de in dat advies gemaakte opmerkingen.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Artikel 1.-

Het koninklijk besluit van 22 december 1986 tot invoering van een stelsel van derdeleeftijds- of pensioensparen wordt bekrachtigd met ingang van 1 januari 1987 en heeft uitwerking op de verschillende data bepaald in artikel 9, § 1, ervan".

Artikel 1bis (dat artikel 2 wordt).

Aangezien dat artikel wordt ingevoegd in afdeling 1, met als opschrift "Bekrachtiging van koninklijk besluit", wordt het volgende opschrift voorgesteld voor die afdeling :

"Afdeling 1 - Pensioensparen".

Artikel 1bis moet artikel 2 worden. Een soortgelijke opmerking geldt voor de nieuwe afdelingen en de nieuwe artikelen die in de amendementen zijn vervat. De afdelingen en de artikelen moeten bijgevolg vernummerd worden.

+

De ontworpen tekst heeft tot doel te verhinderen dat uitvoerend beslag wordt gedaan op de activa waaruit de spaarrekeningen zijn samengesteld of op de dekkingswaarden van de technische reserves met betrekking tot de spaarverzekering. Dat beletsel is van tijdelijke aard. Het verdwijnt bij opneming of vereffening van de gevormde spaartegoeden.

Bedoelt de Regering wel degelijk die activa te vrijwaren tegen "elk beslag" gedurende de periode die aan een opneming of aan de uitkering van het spaartegoed voorafgaat, zoals in de memorie van toelichting wordt gezegd, dan zou die bedoeling beter weergegeven zijn indien in het ontwerp zou worden gesteld dat die goederen niet vatbaar zijn voor beslag.

Artikel 1ter (dat artikel 3 wordt).

Paragraaf 1 :

1) Wil de Regering de toename van het risicodragend kapitaal bevorderen, dan is het van belang dat de aandelen waarvan de aankoop aangemoedigd wordt een fractie van het kapitaal vertegenwoordigen, in tegenstelling met bepaalde vormen van aandelen, zoals de oprichtersaandelen en de winstbewijzen, die wel recht geven op een deel van de winst, maar geen enkel recht op het kapitaal in geval van verdeling.

Is zulks de bedoeling, dan zouden in de bepaling onder 1° de woorden "aandelen in" moeten worden vervangen door de woorden "aandelen die een fractie vertegenwoordigen van het kapitaal van".

In de Nederlandse tekst van dezelfde bepaling vervange men de woorden "alsook van de" door het voegwoord "en".

.../...

2) Het ontwerp heeft het over de erkenning van de Belgische gemeenschappelijke beleggingsfondsen door de Minister van Financiën, "overeenkomstig artikel 4, § 3, van het koninklijk besluit nr. 15 van 9 maart 1982, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 150 van 30 december 1982".

Voornoemd artikel 4, § 3, stelt de erkenning van de fondsen afhankelijk van de vereiste dat de beheersmaatschappijen de verbintenis aangaan hun activa tot 31 december 1990 te gebruiken volgens de regels die dat artikel bepaalt. Die datum valt samen met het verstrijken van de termijn van vijf jaar voor het behouden van de certificaten van gemeenschappelijke beleggingsfondsen die in 1985 aangeschaft zijn onder de gelding van het koninklijk besluit nr. 15.

Volgens de gemachtigde ambtenaar wil de Regering dat de regels die de samenstelling van de activa van de erkende gemeenschappelijke fondsen bepalen, van kracht blijven tot 31 december 1996, wat betreft de fondsen die erkend zijn met het oog op de toepassing van het ontworpen artikel 1ter.

De bepaling onder 2° moet uitdrukkelijk daarin voorzien.

Paragraaf 3 :

De tekst beperkt de toegestane aftrek tot 10.000 frank "per echtgenoot".

Het is niet de bedoeling om met deze bepaling de ongehuwden uit te sluiten van het door het ontwerp ingesteld belastingvoordeel.

Het gaat erom te doen uitkomen dat elke echtgenoot recht heeft op de aftrek van 10.000 frank, ook al kent de fiscus niet aan elke echtgenoot de hoedanigheid van afzonderlijke belastingplichtige toe.

Daartoe wordt, met de instemming van de gemachtigde ambtenaar, de volgende tekst voorgesteld :

"§ 3. De in paragraaf 1 bedoelde aftrek is beperkt tot 10.000 frank per belastbaar tijdperk. Elke echtgenoot die persoonlijk de in die paragraaf 1 opgesomde voorwaarden vervult, komt ervoor in aanmerking, ook al heeft hij geen belastbare inkomsten".

Paragraaf 6, derde lid :

De machtiging die aan de Koning wordt verleend heeft, volgens de gemachtigde ambtenaar, tot doel Hem in staat te stellen soortgelijke bepalingen vast te stellen als die welke staan in artikel 4, § 7, van het koninklijk besluit nr. 15 van 9 maart 1982.

Die ambtenaar is het ermee eens dat die bedoeling duidelijker zou blijken uit de volgende tekst :

"De Koning bepaalt de voorwaarden waaraan die bewijsstukken moeten voldoen".

Artikel 2 (dat artikel 4 wordt).

Men schrijve "§ 1" en "§ 2" en niet "Par. 1" en "Par. 2". Dezelfde opmerking geldt voor het gehele ontwerp.

Paragraaf 1 :

1) Het slot van de inleidende volzin moet als volgt worden geredigeerd : "... wordt aangevuld met het volgende lid :".

.../...

2) In de Franse tekst van het ontworpen derde lid, schrijve men : "... d'investir 30 pour cent au moins ..." en niet "... d'investir pour 30 p.c. au moins ...".

3) Het ontworpen derde lid beoogt de instelling van een bijzondere categorie van gemeenschappelijke fondsen, "fondsen voor investering in risicokapitaal" genaamd; zij hebben als bijzonder kenmerk dat ten minste 30 percent van hun tegoeden geïnvesteerd worden in aandelen van vennootschappen die niet tot een beursnotering tenzij tot de noteering van een tweede markt zijn toegelaten (1).

In de huidige stand van de reglementering, zal het evenwel alleen toegestaan zijn effecten te verkrijgen van vennootschappen die ten minste twee jaarrekeningen openbaar gemaakt hebben (2).

.../...

---

(1) De tweede markt dient voor het onderbrengen van de vennootschappen, meer bepaald die van middelgrote omvang, die hun effecten een markt wensen te verschaffen, maar normaal geen toegang hebben tot de officiële beursnotering.
Uit een technisch oogpunt werkt de tweede markt volgens het stelsel van de "aanvullende openbare verkopingen"; een zelfde effect kan er worden verhandeld met een tussenpoos van twee of drie dagen, om het gevaar voor kortstondige wanverhoudingen tussen het aanbod en de vraag te verminderen.
Er wordt geen enkele strakke voorwaarde inzake omvang, omzet of resultaten gesteld om die effecten op de tweede markt te brengen.

(2) Zie artikel 9, 3°, van het besluit van de Bankcommissie van 18 maart 1986 tot vaststelling van het reglement voor de Belgische gemeenschappelijke beleggingsfondsen (open fondsen met veranderlijke samenstelling), goedgekeurd bij het ministerieel besluit van 22 april 1986 (Belgisch Staatsblad van 6 mei 1986).

Een zodanige beperking - waarvan de opheffing niet wordt aangekondigd door de stellers van het ontwerp - zou een rem kunnen zetten op de bevordering van het risicodragend kapitaal.

Opdat de uiteindelijke doelstelling van het ontwerp bereikt kan worden, is het eveneens van belang dat de aandelen een fractie van het kapitaal vertegenwoordigen. Om de bovenvermelde redenen wordt dan ook voorgesteld het ontworpen derde lid aan te vullen als volgt : "..., en die een fractie van het kapitaal vertegenwoordigen".

Paragraaf 2.

1) Het ontwerp strekt ertoe af te wijken van de regel, opgenomen in artikel 2, vierde lid, van de wet van 27 maart 1957, die als volgt luidt : "Is nietig elk in de reglementen van beheer voorkomend beding dat tot doel heeft de vennootschap van beheer blijvend bevoegd te verklaren om de houders van certificaten te vertegenwoordigen op de algemene vergaderingen van de Belgische en Congolese vennootschappen waarvan de effecten in het fonds zijn opgenomen".

Die regel vindt zijn oorsprong in een amendement, aangenomen in de Commissie voor de Financiën van de Senaat tijdens de behandeling van het ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan de wet van 27 maart 1957; de leden van die Commissie waren "eensgezind van mening dat de nodige voorzorgen moeten worden getroffen om te voorkomen dat het beleggingsfonds, een instrument van collectief sparen, ontaardt in een holding-maatschappij, als instrument van controle op

.../...

andere ondernemingen. Derhalve heeft (de commissie)(het) amendement (in kwestie) eenparig aangenomen, doch erkende (zij) dat aan de uitschakeling van het stemrecht voor sommige aandelen ook bezwaren verbonden zijn, omdat daardoor bijvoorbeeld in de algemene vergadering de macht verhoogd wordt van de bezitters van aandelen welke niet aan een investment trust toebehoren" (1).

De commissie had zich ook afgevraagd, zonder de zaak evenwel te beslechten, of een permanent en algemeen mandaat, aan de vennootschappen van beheer door de deelnemers aan het fonds verleend met het oog op hun vertegenwoordiging op de algemene vergaderingen, "geldig is onder het stelsel van artikel 200 van de samengeordende wetten op de handelsvennootschappen" (2).

De ontworpen afwijking, warvoor alleen in aanmerking komen de vennootschappen van beheer van de fondsen voor investering in risicodragend kapitaal, geldt, naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, als tegenprestatie voor de omvang van de risico's die de investeerders lopen. Zulke afwijking is niet onbestaanbaar met artikel 200 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

2) Van de wijziging die aangebracht wordt in artikel 2, vierde lid, van de wet van 27 maart 1957, zou gebruik moeten worden gemaakt om de woorden "en Congolese" te doen vervallen.

.../...

---

(1) Gedr. St. Senaat (zitting 1955-1956), Verslag, nr. 333, blz. 13.

(2) Idem, blz. 14.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"§ 2. In artikel 2, vierde lid, van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "en Congolese" vervallen;

2° het lid wordt aangevuld met de volgende zin :

"Die bepaling ... (voorts zoals in artikel 2, § 2, van het ontwerp)".

Artikel 4 (dat artikel 6 wordt).

In de inleidende volzin moet melding worden gemaakt van alle uitdrukkelijke wijzigingen die de tekst reeds heeft ondergaan en die nog van kracht zijn. Men schrijve :

"Artikel 67 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 15 juli 1966, 23 juni 1975, 3 november 1976, bij het koninklijk besluit van 27 december 1976, bij de wetten van 22 december 1977, 19 juli 1979, bij het koninklijk besluit nr. 2 van 15 februari 1982, bij de wetten van 28 december 1983 en 27 december 1984, en, wat de Nederlandse tekst betreft, bij de wet van 25 juni 1973, wordt aangevuld met een 10°, luidende als volgt :".

.../...

Artikel 5 (dat artikel 7 wordt).

1) Het is niet gebruikelijk dat een besluit door een minister wordt vastgesteld op eensluidend advies van een ander minister. Het past voor te schrijven dat de beslissing wordt genomen door de twee gezamenlijk optredende ministers.

De volgende tekst wordt voorgesteld voor het ontworpen artikel 72bis, § 1 :

"Artikel 72bis. § 1. Van de gezamenlijke netto-inkomsten van de verschillende in artikel 6 bedoelde categorieën, worden bovendien afgetrokken de bedragen die besteed zijn aan de aanschaffing van certificaten van Belgische fondsen voor investering in risicodragend kapitaal, die met ingang van 1 januari 1987 opgericht zijn, onderworpen zijn aan de wet van 27 maart 1957 betreffende de gemeenschappelijke beleggingsfondsen en tot wijziging van het Wetboek der zegelrechten en het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taxes, en voor de toepassing van dit artikel erkend zijn door de Minister van Financiën en de Minister van Economische Zaken".

.../...

2) In het ontworpen artikel 72bis, paragraaf 2, lijkt het niet doelmatig een verbintenis als omweg te gebruiken om de vennootschappen van beheer van gemeenschappelijke fondsen te verplichten de spreiding over de verschillende toegestane investeringen in acht te nemen en uitsluitend in Belgische frank uitgedrukte activa aan te houden. Het is eenvoudiger er een wettelijke verplichting van te maken, des te meer daar de fondsen voor investering in risicodragend kapitaal speciaal dienen te worden erkend.

Bijgevolg moeten in de volzin die de bepaling inleidt de woorden "de verbintenis aangaan en naleven om uitsluitend in Belgische frank luidende activa aan te houden overeenstemmend met de volgende verhoudingen :" worden vervangen door de woorden "uitsluitend in Belgische frank uitgedrukte activa aanhouden in de volgende verhoudingen :".

In dezelfde volzin moet het bijwoord "inzonderheid" vervallen. Volgens de uitleg die de gemachtigde ambtenaar verschaft heeft, wordt daarmee immers impliciet verwezen naar de algemene voorwaarden voor erkenning van de gemeenschappelijke beleggingsfondsen, aan welke voorwaarden de fondsen voor investering in risicodragend kapitaal eveneens zullen moeten voldoen; dat beginsel blijkt echter duidelijk uit de formulering van artikel 72bis, § 1.

In de Nederlandse tekst schrijve men bovendien "de vennootschappen van beheer van die fondsen" in plaats van "de beheermaatschappijen van die fondsen".

.../...

Ter wille van de overeenstemming met de terminologie van de Nederlandse tekst schrijve men aan het begin van paragraaf 2 in de Franse tekst : "Pour l'application du présent article ...".

In 3° van het eerste lid van dezelfde paragraaf 2 behoort men te schrijven : "... koninklijk besluit nr. 118 van 23 december 1982 betreffende de oprichting van tewerkstellingszones ...".

3) In het tweede lid van dezelfde paragraaf 2 dient te worden geschreven : "de ... percentages wijzigen" en niet : "de ... percentages aanpassen".

Er zou voorzien moeten worden in een redelijke termijn om de samenstelling van de portefeuilles ingevolge die wijzigingen aan te passen.

4) In zoverre het ontworpen artikel 72bis, § 3, de Koning bevoegdheid geeft voor het bepalen van de voorwaarden waaronder de erkenning wordt verleend en behouden, is het niet in overeenstemming met paragraaf 2, welke die voorwaarden vaststelt. De volgende redactie wordt voorgesteld :

"§ 3. De Koning stelt de voor het verkrijgen van de erkenning in acht te nemen vormvereisten vast alsook de nadere regels in verband met de controle op de naleving van de erkenningsvoorwaarden".

.../...

Het ontworpen artikel 72bis, § 3, schrijft niet voor dat de Bankcommissie door het uitbrengen van advies zal worden betrokken bij de uitoefening van de verordeningsbevoegdheid van de Koning. Het ontwerp vertoont op dit punt een opvallende tegenstelling met artikel 2, tweede lid, van de wet van 27 maart 1957, een tegenstelling waarvan de Raad van State de reden niet ziet.

5) In het ontworpen artikel 72bis, § 4, tweede lid, wordt bepaald dat de Koning het van belasting vrijgestelde bedrag van de sommen die aan de aanschaffing van certificaten van erkende fondsen besteed worden, zal kunnen verhogen tot ten hoogste 40.000 frank.

Om de naleving van artikel 112, tweede lid, van de Grondwet te verzekeren, behoort te worden voorgeschreven dat het koninklijk besluit dat tot de verhoging besluit, binnen een vastgestelde termijn door de wetgever dient te worden bekrachtigd.

6) Het ontworpen artikel 72bis, § 6, derde lid, zou duidelijker de bedoeling van de Regering uitdrukken indien het als volgt werd geredigeerd :

"De Koning stelt de voorwaarden vast waaraan die bewijsstukken moeten voldoen".

.../...

7) Het ontworpen artikel 72bis, § 7, bepaalt dat met ingang van het jaar waarin de voor het behouden van de certificaten voorgeschreven termijn van vijf jaar verstrijkt, het aanschaffen van nieuwe certificaten geen aanleiding geeft tot het verlenen van het belastingvoordeel wanneer die aankoop slechts een vervanging van overgedragen certificaten vormt.

Deze beperking impliceert dat na het verstrijken van de in de ontworpen paragraaf 6 vastgestelde termijn, bewijsstukken voorgelegd dienen te worden wanneer nieuwe certificaten zijn aangekocht. De tekst zou dat uitdrukkelijk moeten vermelden.

In de Nederlandse tekst van de ontworpen paragraaf 7, eerste lid, schrijve men "het behouden van de certificaten" in plaats van "het behoud van de certificaten".

Wat paragraaf 7, tweede lid, betreft, wordt voorgesteld te schrijven : "In dat geval wordt de aftrek, onverminderd de in paragraaf 4 gestelde begrenzing, beperkt tot het positieve verschil tussen ...".

8) In het ontworpen artikel 72bis, § 8, kan de volgorde waarin de aftrek ten aanzien van de verschillende categorieën van inkomsten verricht wordt, een invloed hebben op de belastingaanslag. Er wordt voorgeschreven dat de Koning die volgorde bepaalt.

.../...

Om te vermijden dat de uitvoerende macht zodoende het bedrag van de belasting zou kunnen beïnvloeden, zou het gepast zijn dat de regels volgens welke de aftrek geschiedt, door de wetgever zouden worden vastgesteld. Zo bijvoorbeeld zou bepaald kunnen worden dat de aftrek geschiedt in verhouding tot de verschillende inkomsten, aangezien zulks de bedoeling is van de Regering.

Artikel 6 (dat artikel 8 wordt).

Er dient te worden geschreven :

"Artikel 8.-

In artikel 93, § 2, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 17, 2°, van de wet van 27 december 1984 en bij artikel 6, 2°, van het koninklijk besluit van 22 december 1986 tot invoering van een stelsel van derdeleeftijds- of pensioensparen, worden de woorden ... (voorts zoals in artikel 6 van het ontwerp)".

Artikel 7 (dat artikel 9 wordt).

Paragraaf 1 :

1) Het is niet duidelijk waarom het door artikel 7, § 1, 1°, van het ontwerp bedoelde aantal tewerkgestelde werknemers "minder dan vijftig" moet bedragen, terwijl in artikel 12, § 2, van de wet van 17 juli 1975, waarnaar de ontworpen bepaling verwijst, sprake is van ten hoogste vijftig werknemers.

.../...

Volgens de gemachtigde ambtenaar bestaat er voor dat verschil van één eenheid geen grond. De ontworpen tekst zou derhalve in overeenstemming gebracht moeten worden met die van de wet van 17 juli 1975.

Voorgesteld wordt aan het einde van 1° te schrijven : "..., voor zover het aantal werknemers ten hoogste vijftig bedraagt en zij de homologatie van een akkoord met boedelafstand verkregen heeft of failliet is verklaard;".

2) Het 4° is onnodig, daar de voorzitter van de rechtbank van koophandel slechts éénmaal in de tekst wordt vermeld.

Paragraaf 2 :

De regels volgens welke de toegestane aftrek zal worden toegepast met betrekking tot de verschillende categorieën van inkomsten, dienen door de wetgever te worden vastgesteld, daar zij het bedrag van de belasting kunnen beïnvloeden. Het ontwerp behoeft aanvulling op dit punt.

Paragraaf 3 :

Deze paragraaf kent een nieuwe bevoegdheid toe aan de voorzitter van de rechtbank van koophandel. Het Gerechtelijk Wetboek zou op dit punt moeten worden aangevuld.

.../...

Bovendien behoort te worden bepaald hoe een zaak bij deze magistraat aanhangig wordt gemaakt en dient te worden voorzien in de tussenkomst van het bestuur in de rechtspleging.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"§ 3. De in paragraaf 2 bedoelde aftrek wordt slechts toegestaan op voorwaarde dat :

a. de voorzitter van de rechtbank van koophandel, bij wie de zaak op verzoek van enig belanghebbend persoon is aangebracht, na oproeping van de Minister van Financiën, constateert dat personeel van de vennootschap in moeilijkheden naar de nieuwe vennootschap wordt overgedragen en dat de nieuwe vennootschap een of meer takken van werkzaamheid van de vennootschap in moeilijkheden effectief heeft verkregen;

b. de belastingplichtige in de nieuwe vennootschap een werkzaamheid uitoefent die aanleiding geeft tot een van de in artikel 20, 2°, van hetzelfde Wetboek bedoelde bezoldigingen".

Paragraaf 4 :

Het tweede lid van deze paragraaf behoeft dezelfde opmerking als die welke onder artikel 5 (dat artikel 7 wordt) is gemaakt aangaande het ontworpen artikel 72bis, § 4, tweede lid.

.../...

Paragraaf 5 :

1) Aan het begin van de paragraaf moeten de woorden "In de navolgende gevallen" als overbodig vervallen. Men schrijve "Er wordt geen aftrek meer toegestaan met ingang van het ...".

2) Onder letter d) is in het ontwerp sprake van de "werknemer". Komt deze te overlijden, dan zal de in de ontworpen bepaling neergelegde regel toepassing vinden op het houden van aandelen door een belastingplichtige die niet noodzakelijk een werknemer van de nieuwe vennootschap zal zijn, noch een van de in die bepaling opgenoemde personen.

Het woord "werknemer" behoort derhalve te worden vervangen door het woord "belastingplichtige". De gemachtigde ambtenaar is het daarmee eens.

Onder dezelfde letter d) van paragraaf 5 van het ontworpen artikel 7 zou men in de Nederlandse tekst "verwanten in de zijlijn" moeten schrijven in plaats van "zijverwanten", en "rechtstreeks of onrechtstreeks" in plaats van "middellijk of onmiddellijk".

3) Onder letter e) zou nader bepaald moeten worden of het ontslag dat de werknemer aanbiedt omdat hij de leeftijd voor toelating tot het pensioen (of tot het brugpensioen) bereikt, begrepen is in de gevallen waarin geen enkele belastingaftrek meer wordt toegestaan.

.../...

Onder voorbehoud van deze opmerking dient te worden geschreven :

"e. de werknemer afgezien heeft van de werkzaamheid die in de nieuwe vennootschap aanleiding geeft tot een van de in artikel 20, 2°, van hetzelfde Wetboek bedoelde bezoldigingen.

Artikel 9 (dat artikel 11 wordt).

Volgens de gemachtigde ambtenaar is het ontworpen nieuwe lid een bepaling tot uitlegging van de wet van 31 juli 1984. De door de ontworpen bepaling omschreven wijze van berekening van het bedrag van de belastingvrije winst zal dus ab initio van toepassing zijn.

De nieuwe bepaling lijkt te stroken met de bedoeling die de wetgever in 1984 te kennen gegeven heeft. De memorie van toelichting bij het wetsontwerp preciseerde immers reeds dat de maatregelen inzake de bevordering van het innovatiekapitaal enkel van toepassing zouden zijn op de inbrengen in geld, met uitsluiting van de inbrengen in natura (1).

Om elke twijfel weg te nemen over de uitwerking van de ontworpen bepaling in de tijd, zou de tekst niettemin moeten aangeven dat die bepaling strekt tot uitlegging, of zou hij de datum waarop zij uitwerking heeft moeten vaststellen op de datum van inwerkingtreding van artikel 69 van de herstelwet van 31 juli 1984.

.../...

---

(1) Gedr. St., Kamer (zitting 1983-1984), nr. 927/1.

Artikel 11 (dat artikel 13 wordt).

De ontworpen tekst zou het niet moeten hebben over de aanschaffing van "aandelen of deelbewijzen" maar over de aanschaffing van "innovatie-effecten", welke term omschreven is in artikel 68, 3°, van de wet van 31 juli 1984.

Artikel 13 (dat artikel 15 wordt).

In de volzin die het artikel inleidt, schrijve men :

" ... wordt aangevuld met een 5°, luidend als volgt :

"5° ...".

Artikel 14 (dat artikel 16 wordt).

1) De inleidende volzin moet als volgt worden geredigeerd :

"In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 26bis ingevoegd, luidend als volgt : ".

2) Het ontwerp strekt ertoe de loonaanwas op basis van de vennootschapswinst aan te moedigen door het vaststellen van een aanslagvoet van 25 percent die op de "winstdelende bezoldigingen" van toepassing is, behalve indien de globale aanslag voordeliger is (zie artikel 15 van het ontwerp, dat artikel 93, § 1, 1°bis, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen aanvult).

.../...

Blijkens de voorwaarden voor de toepassing van de voorgenomen maatregel zullen alleen de werknemers wier werkgever onderworpen is aan de vennootschapsbelasting (of aan de belasting der niet-verblijfhouders) en een collectieve arbeidsovereenkomst afgesloten heeft (in de zin van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités), die de toekenning van bezoldigingen van die aard regelt, in aanmerking komen voor de afwijking op het beginsel van de progressiviteit van de belasting op de bedrijfsinkomsten.

Artikel 112, eerste lid, van de Grondwet, hetwelk bepaalt dat "inzake belastingen geen voorrechten (kunnen) worden ingevoerd", zal alleen dan ontzien zijn als de gedifferentieerde fiscale last die voor de belastingplichtigen uit de toepassing van het ontwerp zal volgen naargelang hun werkgever die twee voorwaarden al dan niet vervult, stoelt op onderscheidingen die tussen de categorieën van belastingplichtigen worden gemaakt in verband met de aard van de voorgenomen maatregel en met het doel dat ermee moet kunnen worden bereikt.

Dat verband lijkt er niet te zijn wat betreft het onderscheid dat tussen de belastingplichtigen wordt gemaakt naargelang hun werkgever aan de vennootschapsbelasting dan wel aan de personenbelasting onderworpen is.

Dat verband lijkt eveneens te ontbreken wat betreft het onderscheid dat volgt uit de verplichting om de toekenning van winstdelende bezoldigingen te regelen door middel van een collectieve arbeidsovereenkomst in de zin van de voormelde wet van 5 december 1968.

.../...

Door deze zonder beperking gestelde eis zullen de belastingplichtigen wier werkgever in rechte een zodanige overeenkomst niet kan sluiten, immers niet in aanmerking kunnen komen voor de verminderde aanslagvoet. Dat zal onder meer het geval zijn met de personeelsleden van de instellingen van openbaar nut (krachtens artikel 2, § 3, 1°, eerste lid, van de wet van 5 december 1968), met uitzondering van het personeel van de openbare kredietinstellingen (krachtens het koninklijk besluit van 4 september 1984 houdende uitbreiding van de toepassing van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités tot de openbare kredietinstellingen).

Er zou een oplossing moeten worden gezocht om elke ongewettigde discriminatie tussen de personeelsleden van de diverse instellingen van openbaar nut te vermijden.

3) De in het ontworpen artikel 26bis, § 1, 1°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen gegeven definitie van "winstdelende bezoldigingen" doet niet uitkomen welke de wezenlijke inhoud is, van het te omschrijven begrip, namelijk dat die bezoldingen moeten voortkomen uit de winst welke wordt gemaakt door de vennootschap die zich ertoe verbindt de bezoldigingen toe te kennen.

In die leemte moet worden voorzien.

Krachtens het ontworpen artikel 26bis, § 1, 4°, zal de in 1° bedoelde overeenkomst de vorm moeten aannemen van een collectieve arbeidsovereenkomst in de zin van artikel 5 van de wet van 5 december 1968 op de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités.

.../...

Daaruit volgt dat de bij de overeenkomst betrokken partijen noodzakelijkerwijs de werkgever en "één of meer werknemersorganisaties" zullen zijn, overeenkomstig artikel 6 van de genoemde wet, en niet "al(le) werknemers" van de vennootschap, zoals het ontwerp bepaalt.

In dat opzicht moet de definitie worden herzien.

De Regering wil blijkbaar een deelneming in de winst opleggen die collectief is in die zin dat zij ten goede moet komen aan alle personeelsleden van de vennootschap. Die bedoeling zou als volgt weergegeven kunnen worden :

"1° onder winstdelende bezoldigingen : de sommen verkregen krachtens een overeenkomst waarbij de vennootschap zich ertoe verbindt aan alle werknemers die zij in dienst heeft bezoldigingen toe te kennen ... (voorts aan te passen overeenkomstig de eerste opmerking)".

4) Wat het ontworpen artikel 26bis, § 1, 1°, betreft, is er een gemis van overeenstemming tussen de tekst die stelt dat de criteria voor de toekenning van de bezoldigingen in de overeenkomst worden bepaald, en de memorie van toelichting, volgens welke die criteria vrij door de vennootschap kunnen worden bepaald.

5) In het ontworpen artikel 26bis, § 1, 3°, omvat de omschrijving van de "normale loonsverhogingen" de verhogingen die het gevolg zijn van de toepassing van een collectieve arbeidsovereenkomst. Zoals zoëven is gezegd, moet in de toekenning van winstdelende bezoldigingen worden voorzien door dergelijke overeenkomsten.

.../...

De omschrijving moet derhalve zo aangepast worden dat de verhogingen die worden toegekend krachtens de in 1° bedoelde overeenkomsten daar niet onder vallen.

Uit die aanpassing zou eveneens duidelijk moeten worden of de vermindering van de aanslagvoet al dan niet van toepassing zal zijn op de winstdelende bezoldigingen die worden toegekend krachtens een collectieve overeenkomst die vóór de datum van inwerkingtreding van de wet zou gesloten zijn.

6) In het ontworpen artikel 26bis, § 1, 4°, moeten de woorden "ten laatste op het einde van de tweede maand van het lopende belastbaar tijdperk en volgens de in 1° bepaalde modaliteiten" vervallen; die voorwaarden worden geformuleerd in paragraaf 3, a.

7) Voorgesteld wordt in het ontworpen artikel 26bis, § 2, te schrijven :

"De sommen verkregen krachtens een overeenkomst ... worden met de in artikel 26, tweede lid, 1°, bedoelde bezoldigingen gelijkgesteld in de mate ...".

Gelet op de commentaar in de memorie van toelichting, is het de bedoeling de bijzondere aanslagvoet enkel toe te passen "op de aanvullende bezoldigingen die in de toekomst zullen worden toegekend. (De voormelde bepalingen zijn) opgenomen om te vermijden dat men normale bezoldigingen anders zou kwalificeren om het belastingvoordeel te genieten".

.../...

De ontworpen tekst bevat geen duidelijke regeling voor het geval dat de vaste bezoldiging verminderd zou worden bij het verkrijgen van de winstdelende bezoldiging, krachtens een op dat tijdstip gesloten akkoord.

De Regering zou haar bedoelingen dienaangaande duidelijk moeten maken en de tekst dienovereenkomstig herzien.

Het is eveneens zaak van de Regering zich ervan te vergewissen of op de naleving van het verbod om winstdelende bezoldigingen in de plaats te stellen van bestanddelen van de normale bezoldiging, kan worden toegezien zonder dat specifieke controlemaatregelen moeten worden ingesteld.

Dient aan de Koning de bevoegdheid te worden verleend om zodanige maatregelen op te leggen, dan zou dat in een uitdrukkelijke tekst moeten geschieden (1).

8) Het ontworpen artikel 26bis, § 3, eerste lid, a en b, werkt in de teksten onder a en b, met het begrip "belastbaar tijdperk" om de termijnen te bepalen die nageleefd moeten worden bij het sluiten van de overeenkomst tot toekenning van winstdelende bezoldigingen en voor de betaling van zodanige bezoldigingen.

Volgens de gemachtigde ambtenaar, dient het te worden vervangen door het begrip "boekjaar" om daarmee aan te geven dat het om de vennootschap gaat.

.../...

---

(1) Er zij bij wijze van vergelijking op gewezen, dat in Frankrijk de "ordonnance" nr. 59-126 van 7 januari 1959 "tendant à favoriser l'association ou l'intéressement des travailleurs à l'entreprise" had voorzien in een procedure inzake homologatie van de "contrat d'intéressement"; het voorschrift van artikel 18 van de wet van 5 december 1968 volgens hetwelk collectieve overeenkomsten moeten worden neergelegd, houdt geen vergelijkbare controle van de inhoud van de collectieve overeenkomst in.

Artikel 15 (dat artikel 17 wordt).

1) Artikel 6 van het koninklijk besluit van 22 december 1986 tot invoering van een stelsel van derde-leeftijds- of pensioensparen wijzigt artikel 93, § 1, 1°bis, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen niet. De verwijzing naar dat besluit moet bijgevolg vervallen.

2) Wil de bepaling onder 1°bis aangevuld worden zonder de alfabetische volgorde te onderbreken, dan zou moeten worden gewerkt met h) en niet met j).

3) Er wordt in overweging gegeven om, in de Franse tekst, van het zinsdeel "allouées par la société ..." een betrekkelijke bijzin te maken, die zou beginnen met de woorden "qui ont été".

Artikel 16 (dat artikel 18 wordt) en artikel 62, § 4.

1) Krachtens het ontworpen artikel 109, 5°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, wordt aan de vennootschappen die de aldaar geformuleerde voorwaarden niet naleven de aftrek van de winstdelende bezoldigingen als bedrijfslasten geweigerd.

Bovendien zal overeenkomstig het ontworpen artikel 134 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen (zie artikel 18 van het wetsontwerp) op de bezoldigingen die ingevolge de voormelde bepaling in de belastbare grondslag zijn opgenomen, een bijzondere aanvullende aanslag worden gevestigd.

.../...

Artikel 62, § 4, van het wetsontwerp bepaalt de tewerkstellingsvoorwaarden welke de vennootschappen die winstdelende bezoldigingen toekennen, moeten vervullen om voor de aanslagjaren 1988 en 1989 te ontkomen aan de toepassing van de artikelen 109, 5°, en 134 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen.

De door artikel 16 van het wetsontwerp (het ontworpen artikel 109, 5°, a, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen) aan de Koning verleende machtiging om die voorwaarden voor de volgende aanslagjaren te bepalen, laat de Koning discretionair, zonder enige wettelijke beperking, een van de maatstaven bepalen voor de toepassing van het belastingstelsel dat ten gunste van de winstdelende bezoldigingen wordt ingesteld.

Een zo ruime bevoegdheidsopdracht, die geen enkel objectief en nauwkeurig gegeven verschaft voor het bepalen van die maatstaf, strookt niet met het beginsel dat is neergelegd in artikel 112, tweede lid, van de Grondwet.

De voorwaarden zouden door de wetgever moeten worden bepaald, niet alleen voor de aanslagjaren 1988 en 1989, maar ook voor de volgende aanslagjaren.

2) Voorgesteld wordt in het ontworpen artikel 109, 5°, b, te schrijven :

.../...

"b. een vennootschap die de in a bedoelde voorwaarden naleeft in de mate dat het bedrag van die verhoogde bezoldigingen hoger is dan 10 percent ...".

Artikel 18 (dat artikel 20 wordt).

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, is de in artikel 134 (nieuw) van het Wetboek van de inkomstenbelastingen bedoelde bijzondere aanvullende aanslag vastgesteld tegen een tarief dat de Staat de mogelijkheid biedt om de fiscale en parafiscale mindere ontvangsten die volgen uit de onwettige toekenning van winstdelende bezoldigingen te recupereren, rekening houdend onder meer met het feit dat de winstdelende bezoldigingen geweerd worden uit de bedrijfsuitgaven die in aanmerking kunnen worden genomen voor het berekenen van de vennootschapsbelasting. Om praktische redenen is er van afgezien enig bedrag te verhalen op degenen die de winstgevende bezoldigingen ontvangen hebben.

Artikel 22 (dat artikel 24 wordt).

1) Dit artikel zou moeten worden samengevoegd met artikel 46 van het ontwerp en in het Wetboek van de inkomstenbelastingen moeten worden ingevoegd, onder het opschrift : "Getuigschriften met betrekking tot het bedrag van de inkomsten".

2) In het tweede lid schrijve men :

"De administratie der directe belastingen is verplicht de in het eerste lid bedoelde verhoging mede op te nemen in ...".

.../...

Artikel 23 (dat artikel 25 wordt).

In de bepaling onder 8° moeten de woorden "in de zin van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen" vervallen.

Artikelen 24 tot 26 (die de artikelen 26 tot 28 worden) en artikel 62, § 1, 1° (dat artikel 65 wordt).

1) In artikel 25 (dat artikel 27 wordt) en in de inleidende volzin van artikel 26 (dat artikel 28 wordt), kan worden volstaan met te schrijven "... van hetzelfde besluit"; de woorden "koninklijk" en "nr. 118" kunnen derhalve vervallen.

2) Krachtens artikel 62, § 1, 1°, van het ontwerp zullen de ontworpen bepalingen van toepassing zijn "met ingang van het aanslagjaar 1987".

Gaat men ervan uit dat fiscale regeling voor de belastingplichtige definitief vastgesteld moet zijn op de datum van afsluiting van het belastbaar tijdperk, dan heeft het ontwerp een terugwerkend karakter.

De wetgever zal moeten uitmaken of in het onderhavige geval bijzondere omstandigheden wettigen dat de voorwaarden voor vrijstelling van de vennootschapsbelasting aldus gewijzigd worden wat betreft de belastingschuld die betrekking heeft op de belastbare inkomsten voor dat aanslagjaar.

.../...

3) Het tweede lid dat door artikel 26 (dat artikel 28 wordt) van het wetsontwerp ingevoegd wordt in artikel 7, § 1, van het koninklijk besluit nr. 118, zou als volgt kunnen beginnen :

"De vrijstelling is echter niet van toepassing op het gedeelte van de winsten ...".

Artikel 27 (dat artikel 29 wordt).

In de inleidende volzin schrijve men :

"In artikel 42ter van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, ...".

Artikel 28 (dat artikel 30 wordt).

De wijziging van artikel 71, § 2, derde lid, die voortvloeit uit de wet van 22 januari 1969, is onwerkzaam geworden ten gevolge van de wijziging ingevolge de wet van 18 mei 1972. Men schrijve dus : "... gewijzigd bij artikel 1 van de wet van 18 mei 1972, bij artikel 54, 3°, ...".

Artikel 30 (dat artikel 32 wordt).

Opdat alle wijzigingen die artikel 50 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen heeft ondergaan, uitdrukkelijk in herinnering gebracht worden, schrijve men in de inleidende volzin :

"..., gewijzigd bij artikel 2 van de wet van 22 mei 1970, bij artikel 5 van de wet van 7 juli 1972, bij artikel 1 van de wet van 23 juni 1975, bij artikel 10

.../...

van de wet van 4 augustus 1986 en, wat de Nederlandse tekst betreft, bij artikel 84 van de wet van 25 juni 1973 en bij artikel 8 van het koninklijk besluit van 12 augustus 1985, ... (voorts zoals in het ontwerp)".

In de ontworpen Nederlandse tekst schrijve men "private spaarkassen" in plaats van "privé-spaarkassen".

Artikel 32 (dat artikel 34 wordt).

Artikel 75, § 1, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen bepaalt, in afwijking van het in artikel 73 van het Wetboek neergelegde beginsel inzake samenvoeging van de inkomsten van de echtgenoten, dat die inkomsten niet worden samengevoegd voor het jaar van het huwelijk, voor het jaar van ontbinding van het huwelijk of van de scheiding van tafel en bed, en vanaf het jaar dat volgt op datgene waarin een feitelijke scheiding plaatsgreep.

Wat dat jaar betreft worden de echtgenoten ter zake van belastingen als "alleenstaanden" beschouwd en worden hun inkomsten afzonderlijk aangeslagen.

De administratie was de mening toegedaan dat, wat datzelfde jaar betreft, de bepalingen van artikel 63 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, die toestaan dat een gedeelte van de bedrijfsinkomsten van de belastingsplichtige aan de medehelpende echtgenoot wordt toegekend, niet konden worden toegepast (1).

.../...

---

(1) Commentaar op het Wetboek der inkomstenbelastingen, 63/9.

Het Hof van beroep van Luik heeft daarentegen geoordeeld dat zo'n gedeelte voor het jaar van het huwelijk kon worden toegekend, zelfs als de andere echtgenoot een afzonderlijke aangifte indiende (1).

Het ontwerp beoogt kracht van wet te verlenen aan de interpretatie van de administratie.

De redenen van een zodanige keuze zouden in de memorie van toelichting moeten worden opgegeven.

Krachtens artikel 62, § 1, 1°, van het wetsontwerp zal de voorgenomen wijziging met ingang van het aanslagjaar 1987 toepassing vinden.

Gaat men ervan uit dat de fiscale regeling voor de belastingsplichtige definitief vastgesteld moet zijn op de datum van afsluiting van het belastbare tijdperk, dan heeft het ontwerp een terugwerkend karakter.

Het is zaak van de wetgever te oordelen of het gewettigd is de ontworpen tekst toe te passen voor het bepalen van de belastingschuld betreffende het belastbare tijdperk 1986.

Artikel 35 (dat artikel 37 wordt).

Voorgesteld wordt 2° als volgt te redigeren :

"2° de tekst van a wordt vervangen door de volgende tekst :

"a. de inkomensgrens en het belastingtarief, bedoeld in artikel 77, met uitzondering van het belastingbedrag van 300 F;".

.../...

---

(1) Luik, 13 maart 1985, R.G.F., 1985, blz. 149-150 en de noot van L. VANHEESWIJK, die de in het arrest aangenomen regeling goedkeurt.

Artikel 40 (dat artikel 42 wordt).

Er dient te worden geschreven :

"In artikel 127, 1°, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 40 van de wet van 25 juni 1973, bij artikel 11 van de wet van 28 december 1973 en bij artikel 25 van de wet van 4 augustus 1986, ...".

Artikel 41 (dat artikel 43 wordt)
en artikel 62, § 5.

De Commissie van de Europese Gemeenschappen is van mening dat België niet heeft voldaan aan de

"verplichtingen die op hem rusten krachtens de artikelen 13, tweede alinea, en 14 van het Protocol betreffende de voorrechten en immuniteiten en artikel 7 EEG-Verdrag,

- door de vaststelling van artikel 17 van de wet van 10 februari 1981, thans artikel 162, paragraaf 6, van het Wetboek van de Inkomstenbelasting,

- door die bepaling sedert het belastingjaar 1981 toe te passen op ambtenaren en overige personeelseleden van de Europese Gemeenschappen, die daardoor het voordeel verliezen van vermindering van de onroerende voorheffingen, die normalerwijze wordt toegekend aan personen die inkomstenbelasting afdragen aan de Belgische schatkist, zonder hun recht te geven op terugbetaling".

Dienaangaande is op 16 oktober 1986 door de Commissie beroep ingesteld bij het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen (1).

.../...

---

(1) Publicatieblad, 15 november 1986, C 288/5.

Het ontwerp neemt de gezamenlijke, door de Commissie naar voren gebrachte bezwaren in aanmerking, aangezien het de aangevochten bepaling intrekt en bepaalt dat de vermindering van onroerende voorheffing voor het verleden wordt toegekend.

Artikel 41bis (dat artikel 44 wordt).

Artikel 277, § 3, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen is vervangen, niet ingevoegd, bij artikel 54 van de wet van 4 augustus 1986. Hier dient dus, zoals gebruikelijk is, "gewijzigd" te worden geschreven, in plaats van "ingevoegd".

In artikel 277, § 3, 2°, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1986, staat "... 87 en 88 ..." en niet "... 87 tot 88 ...".

De verwijzing naar de artikelen 55 tot 62 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen kan vervallen. De gemachtigde ambtenaar is het daarmee eens. Men dient te schrijven : "... van de uitgaven bedoeld in artikel 54, ..." in plaats van "... van de in de artikelen 54 tot 62 bedoelde uitgaven ...".

Bovendien schrijve men in de Nederlandse tekst :

"... van de aftrek bedoeld in de artikelen 10 en 19bis, van de uitgaven bedoeld in artikel 54, van de aftrek bedoeld in de artikelen 71 tot 72bis en in artikel 76, en van de verminderingen bedoeld in de artikelen 80 en 81, 87 tot 88 en 162, § 1".

Artikel 42 (dat artikel 45 wordt).

Wat de tekst onder 1° betreft, zou het logischer zijn de verplichting tot aangifte voor de bijzondere heffing op roerende inkomsten op te nemen in artikel 220bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, daar het gaat om een bepaling van blijvende aard.

Artikelen 44 en 45
(die respectievelijk de artikelen 47 en 48 worden).

De wet van 4 augustus 1986 houdende fiscale bepalingen, moet met haar volledig opschrift worden aangehaald in artikel 44 en er behoort door middel van de formule "van dezelfde wet" naar te worden verwezen in artikel 45.

Bovendien behoort men in a) en b) van de Nederlandse tekst van artikel 44 "afgesloten zijn" te schrijven in plaats van "afsluiten".

Er is ook een discrepantie tussen de Franse en de Nederlandse tekst onder a) ("pour l'exercice comptable" - "voor de boekjaren") en onder b) ("en ce qui concerne les exercices comptables" - "met betrekking tot boekjaren").

Artikel 46.

Voorgesteld wordt dit artikel samen te voegen met artikel 22 van het ontwerp (dat artikel 24 wordt).

.../...

Artikelen 47 en 48

(die respectievelijk de artikelen 49 en 50 worden).

De algemene wet inzake douane en accijnzen bepaalt in artikel 13, § 1, eerste lid, dat de Koning met het oog op de vervroegde toepassing van de wijzigingen welke dringend in de accijnzen moeten worden aangebracht, bij in Ministerraad overlegd besluit alle maatregelen kan voorschrijven, met inbegrip van de voorlopige storting van de accijnzen welke door de wet zullen worden vastgesteld.

Het tweede lid van diezelfde bepaling luidt aldus :

> "De Koning zal bij de Wetgevende Kamers dadelijk, zo zij vergaderd zijn, zo niet bij de opening van de eerstvolgende zittingstijd, een ontwerp van wet indienen strekkende tot het aanbrengen in de accijnzen van de wijzigingen, met het oog waarop bij toepassing van het eerste lid maatregelen zijn genomen".

Met die werkwijze is zowel de noodzaak van een snel ingrijpen in accijnsaangelegenheden gevrijwaard als het grondwettelijk beginsel dat uitsluitend de wetgever bevoegd is voor het invoeren van belastingen ten behoeve van de Staat.

De Regering moet zorgen voor de naleving van die procedure, inzonderheid wat de termijn voor de indiening bij de Kamers betreft.

Onder de koninklijke besluiten die in de artikelen 47 en 48 van het ontwerp aan de orde zijn en de accijnzen hebben gewijzigd, zijn er heel wat die meer dan tien jaar geleden zijn vastgesteld.

.../...

Doordat de Regering een zodanige achterstand laat ontstaan bij de toepassing van hetgeen is voorgeschreven in artikel 13, § 1, tweede lid, van de wet, verhindert zij dat de Wetgevende Kamers hun opdracht ten volle vervullen. Zij dreigt ook de rechtszekerheid in gevaar te brengen door de koninklijke besluiten bloot te stellen aan eventuele betwisting van hun verbindende kracht, bij gebreke van indiening van een wetsontwerp binnen de gestelde termijn.

Bovendien voldoen de artikelen 47 en 48 van het ontwerp niet ten volle aan het voorschrift van artikel 13, § 1, tweede lid, van de wet, aangezien zij zich bepalen tot het definitief maken van de tarieven die bij de koninklijke besluiten zijn vastgesteld voor de periode waarin deze uitwerking hebben gehad en zij de accijnswetgeving niet uitdrukkelijk wijzigen om er de veranderingen in aan te brengen welke die koninklijke besluiten impliceren. De besluiten die niet opgeheven zijn, zouden opgeheven moeten worden.

Artikel 49 (dat artikel 51 wordt).

Opdat de wetsbepalingen die de Koning machtigen om onmiddellijke betaling van nieuwe accijnzen te eisen of om het bedrag van de opeisbare accijnzen te wijzigen, bestaanbaar zijn met de grondwettelijke beginselen volgens welke geen belasting en geen belastingvermindering kunnen worden ingevoerd dan door een wet, dienen zij een grond van verantwoording te vinden in de noodzaak om snel in te grijpen ten einde speculatie of het verdwijnen van de belastbare materie te verhinderen.

Bovendien mogen die wetsbepalingen, om conform de grondwettelijke voorschriften te zijn, op grond van het koninklijk besluit slechts een voorlopige inning mogelijk maken en moeten zij erin voorzien dat de Regering op korte termijn bij de Wetgevende Kamers een wetsontwerp zal indienen dat de belasting in kwestie blijvend invoert.

.../...

Het ontworpen artikel 13 van de algemene wet inzake douane en accijnzen voldoet aan deze twee voorwaarden.

Desalniettemin zou om de werking en de grondwettigheid van de regeling ten volle te garanderen, bepaald moeten worden dat de koninklijke besluiten van rechtswege zullen worden ingetrokken, dit wil zeggen ex tunc al hun gevolgen zullen verliezen, als het ontwerp van bekrachtigingswet niet binnen een bepaalde termijn wordt ingediend. Het zou dan zaak van de Wetgevende Kamers zijn al het nodige te doen opdat de wet zo spoedig mogelijk wordt aangenomen.

In de Nederlandse tekst van paragraaf 1 van het ontworpen artikel 13 zouden de woorden "bij hoogdringendheid" moeten worden vervangen door het woord "onverwijld".

Artikel 50 (dat artikel 52 wordt).

Ten einde de tekst kort te houden, wordt de volgende redactie voorgesteld :

"Artikel 52.-

In artikel 311 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In paragraaf 1, eerste lid, wordt het getal "12" vervangen door het getal "9,6".

2° Paragraaf 2 wordt vervangen door de volgende bepaling :

"§ 2. ... (zoals in het ontworpen artikel 311, § 2)".

.../...

Artikel 52 (dat artikel 54 wordt).

Het ontwerp beoogt het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde in overeenstemming te brengen met verordening (E.E.G.) nr. 1766/85 van de commissie van 27 juni 1985 betreffende de bij de bepaling van de douanewaarde te gebruiken wisselkoersen (1).

Die verordening heeft tot doel de toepassing van het gemeenschappelijk douanetarief eenvormig te maken door het vaststellen van gemeenschappelijke regels met betrekking tot de wisselkoersen die bij de bepaling van de douanewaarde moeten worden gebruikt.

Aangezien de verordening krachtens artikel 5 ervan op 2 oktober 1985 in werking is getreden, is het noodzakelijk de wetswijziging eveneens met ingang van 2 oktober 1985 in werking te doen treden; daartoe behoort artikel 62 van het wetsontwerp (dat artikel 65 wordt) te worden aangevuld.

Artikel 53 (dat artikel 55 wordt).

Artikel 37, § 2, van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde luidt aldus :

"Bij in Ministerraad overlegd besluit bepaalt de Koning de tarieven en geeft Hij de indeling van de goederen en diensten bij die tarieven.

Bij een zelfde procedure kan Hij de indeling en de tarieven wijzigen wanneer de economische of sociale omstandigheden zulks vereisen".

.../...

---

(1) Publikatieblad, 28 juni 1985, L.168/21-22.

Paragraaf 3 van hetzelfde artikel bepaalt :

"De Koning zal bij de Wetgevende Kamers, onmiddellijk indien ze in zitting zijn, zoniet bij de opening van de eerstvolgende zitting, een ontwerp van wet indienen tot bekrachtiging van de ter uitvoering van § 2 van dit artikel genomen besluiten".

Artikel 53 van het wetsontwerp wordt voorgesteld ter uitvoering van de voormelde paragraaf 3. Het bekrachtigingsontwerp komt evenwel te laat; in dit verband is een soortgelijke opmerking te maken als die welke naar aanleiding van de artikelen 47 en 48 van het ontwerp is geformuleerd.

Artikel 58 (dat artikel 60 wordt).

In de Franse tekst schrijve men :

"Dans l'article 8, alinéa 6, 3°, du Code ...".

Het lijkt niet noodzakelijk te preciseren dat het om de overlevende echtgenoot "van de overledene" gaat.

Artikel 59 (dat artikel 61 wordt).

In de inleidende volzin volstaat het te schrijven :

"Een artikel 149bis, luidend als volgt, wordt in hetzelfde Wetboek ingevoegd :".

In de Franse tekst van het ontworpen artikel 149bis schrijve men, ter wille van de overeenstemming met de in artikel 149 gebruikte term : "Sont également exonérées ...".

.../...

In de Nederlandse tekst schrijve men "verenigingen zonder winstoogmerk".

Artikel 61 (dat artikel 63 wordt).

In 1° van de Franse tekst schrijve men :

"1° à l'alinéa 1er, les mots ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Evenzo schrijve men in 2° van de Franse tekst :

"2° à l'alinéa 3, les mots ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 61bis.

A. Strekking van hoofdstuk IVbis.

Dit hoofdstuk, met als opschrift "Handhaving van het concurrentievermogen", bevat één enkel artikel, artikel 61bis, dat de Koning machtigt om "alle nuttige maatregelen" te nemen met het oog op de vermindering van de produktiekosten, inzonderheid de arbeids-, energie- en kredietkosten, indien "uitzonderlijke omstandigheden" het concurrentievermogen van de ondernemingen in vergelijking met het jaar 1986 in het gedrang brengen.

De ontwikkeling van de arbeidskosten zal vergeleken worden met die welke waargenomen wordt bij de belangrijkste handelspartners van België.

.../...

Teneinde "het evenwicht van de inspanningen van alle sociale categorieën" te verzekeren, kan de Koning tijdelijk de wettelijke en conventionele modaliteiten van de koppeling van de wedden van het personeel van de openbare diensten aan het indexcijfer der consumptieprijzen wijzigen, de tarieven voor vrije beroepen onderwerpen aan de indexeringsformule bedoeld in het koninklijk besluit nr. 180 van 30 december 1982, en een bijdrage instellen die van toepassing is op niet aan het indexcijfer gekoppelde bedrijfsinkomens.

De krachtens die machtigingen vastgestelde maatregelen moeten de koopkracht van de minstbedeelde personen waarborgen.

De representatieve organisaties van de werknemers, van de ondernemingen, van de middenstand en van de landbouw zullen geraadpleegd worden over de evaluatie van het concurrentievermogen van de ondernemingen en vooraleer de door het ontwerp toegestane maatregelen getroffen zullen worden.

B. Ontwikkeling van de wetgeving inzake handhaving van het concurrentievermogen van de ondernemingen.

In de loop van de laatste jaren is de Koning herhaaldelijk gemachtigd om maatregelen te treffen voor het handhaven van het concurrentievermogen van de ondernemingen.

Zodanige maatregelen zijn getroffen bij :

1° artikel 1, 1°, van de wet van 2 februari 1982 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning;

2° hoofdstuk IV van de wet van 11 april 1983 houdende fiscale en begrotingsbepalingen, met als opschrift "Handhaving van het concurrentievermogen", en bestaande uit de artikelen 34 en 35. Artikel 35, § 2, waarnaar het ontwerp verwijst, luidde als volgt :

"§ 2. Teneinde een evenwicht van de inspanningen van alle sociale categorieën te verzekeren die in alle opzichten gelijkwaardig zijn aan die welke gevraagd worden bij toepassing van § 1, mag de Koning :

a) tijdelijk de wettelijke en conventionele modaliteiten van de koppeling van de lonen, wedden en sociale vergoedingen van het personeel van de openbare diensten aan het indexcijfer der consumptieprijzen wijzigen;

b) :

- tarieven voor vrije beroepen aan de indexeringsformule onderwerpen bedoeld in artikel 34, b;
- het bedrag en de modaliteiten van een bijdrage vaststellen ten laste van de begunstigde van niet aan het indexcijfer der consumptieprijzen gekoppelde bedrijfsinkomens;

3° afdeling 1 van hoofdstuk IV van de herstelwet van 22 januari 1985 (1), met als opschrift "Handhaving van het concurrentievermogen", en bestaande uit artikel 26. De door die bepaling aan de Koning verleende bevoegdheid verstreek op 31 december 1986;

4° artikel 1, 1°, van de wet van 27 maart 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning. Die machten verstreken eveneens op 31 december 1986.

De in het huidige ontwerp vervatte bevoegdheidsopdracht is vrij goed te vergelijken met die welke door de vroegere wetsbepalingen werd verleend, maar verschilt er toch van op een wezenlijk punt. Zij wordt namelijk verleend voor onbepaalde duur.

.../...

---

(1) De memorie van toelichting geeft verkeerdelijk als datum 24 januari 1985 op.

C. De aard van de machten welke het ontwerp aan de Koning toekent.

Volgens de verklaringen van de gemachtigde van de Minister, hebben alle door het ontwerp aan de Koning toegekende machten - en niet alleen die welke volgen uit de verwijzing naar artikel 35, § 2, van de wet van 11 april 1983 - tot doel het wijzigen van wetteksten mogelijk te maken.

Het is zo dat de omvang van de aan de Koning opgedragen verordeningsmacht beperkt wordt door de twee doelstellingen die bij 's Konings optreden moeten voorzitten : enerzijds de handhaving van het concurrentievermogen van de ondernemingen en anderzijds de gelijkheid van de inspanningen die gevraagd worden van allen die bedrijfsinkomsten hebben.

Weliswaar zal de Koning over de macht welke de wet Hem verleent enkel kunnen beschikken indien het concurrentievermogen van de ondernemingen ten gevolge van uitzonderlijke omstandigheden verzwakt is, en zal die verzwakking worden geevalueerd aan de hand van maatstaven welke het ontwerp vermeldt zonder ze evenwel een voor een te preciseren.

Het is stellig ook zo dat de koopkracht van de minstbedeelde personen daarbij gevrijwaard zal moeten worden. Er is ten slotte de eis dat de maatregelen niet genomen worden "dan na overleg met de vertegenwoordigers van de representatieve organisaties van de werknemers, van de ondernemingen, van de middenstand en van de landbouw".

.../...

Ondanks die preciseringen kunnen de kostenbeperkende maatregelen toch nog zo verscheiden zijn dat de aangelegenheden waaraan geraakt kan worden om het concurrentievermogen te handhaven, zulk een omvangrijk geheel vormen dat het erg moeilijk zou zijn het duidelijk te omlijnen.

De machten die artikel 61bis aan de Koning verleent moeten dus beschouwd worden als bijzondere machten.

Zoals reeds is vermeld, zou de in het ontwerp vervatte machtiging echter voor onbepaalde duur worden toegekend.

Er zij op gewezen dat de beperking van de duur van de periode waarvoor bijzondere machten toegekend worden aan de Koning, een voorwaarde is voor de bestaanbaarheid van die maatregel met de Grondwet.

Het is op die kwestie dat het verzoek om aanvullend advies betrekking had dat de Voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers op 16 mei 1983 aan de Raad van State heeft gericht (1). In zijn advies heeft de Raad van State, afdeling wetgeving, onder meer het volgende verklaard :

> "V. De duur van de periode waarin bepalingen zullen kunnen worden vastgesteld met gebruikmaking van bijzondere machten is voor het beoordelen van de vraag of de toekenning van die machten aanvaardbaar is ten aanzien van de grondwettelijke voorschriften een fundamenteel gegeven.
>
> Een wet die zulke machten zou toekennen voor een zeer lange periode - bijvoorbeeld voor een hele legislatuur - zou vanwege de Wetgevende Kamers ongetwijfeld een

.../...

---

(1) Gedr. St. Kamer, zitting 1982-1983, nr. 643/13; de hoofdzaak van het advies is herhaald in Gedr. St. Kamer, zitting 1985-1986, nr. 128/1, blz. 14-15.

te verregaande afstand van machten opleveren dan dat zulks nog verenigbaar met de grondwettelijke voorschriften zou kunnen worden geacht.

Dat de Regering vrij kort na het verstrijken van de haar door een vorige wet verleende bijzondere machten de Wetgevende Kamers andermaal om bijzondere machten vraagt voor een deel omtrent dezelfde aangelegenheden, doet allicht een moeilijkheid rijzen. Er is in dit geval echter een wezenlijk verschil ten aanzien van het eerste, hierboven besproken geval : door aan de Wetgevende Kamers een nieuw ontwerp van wet voor te leggen, stelt de Regering hen in staat de op dat tijdstip bestaande feitelijke omstandigheden in aanmerking te nemen en zich uit te spreken over de maatregelen die wegens die omstandigheden zijn vereist. De Wetgevende Kamers krijgen daardoor de gelegenheid om de bij hen berustende beoordelingsmacht met kennis van zaken uit te oefenen. Aan hen staat het, uit te maken of de feitelijke omstandigheden al dan niet wettigen dat bijzondere machten voor een beperkte periode worden verlengd of voor een evenzo beperkte periode opnieuw worden verleend".

In het huidige ontwerp zou het prerogatief om te oordelen dat uitzonderlijke omstandigheden voorhanden zijn en dat de Koning bijgevolg over bijzondere machten beschikt, blijvend toekomen aan de Regering. Zulk een prerogatief moet het voorrecht blijven van de Wetgevende Kamers.

Bovendien mag het Parlement slechts toestemmen in de toekenning van bijzondere machten voor de beperkte periode waarin "crisisomstandigheden" dit wettigen. Toekenning van soortgelijke machten aan de Koning impliceert immers dat 's Konings verordenende bevoegdheid verder gaat reiken dan toegestaan is door artikel 78 van de Grondwet, zoals dit artikel in het licht

.../...

van andere artikelen van de Grondwet en inzonderheid van artikel 26 geïnterpreteerd dient te worden (1).

\+

\+ \+

Uit wat voorafgaat blijkt dat artikel 61bis dat, zoals hierboven is gezegd, in een afzonderlijk wetsontwerp zou moeten worden opgenomen, herschreven dient te worden. Enerzijds moet de duur van de aan de Koning verleende machtiging beperkt worden. Anderzijds moet de omvang van de aldus toegekende machten worden gepreciseerd. Het is bovendien zaak van de Regering te oordelen of niet dient te worden voorzien in de bekrachtiging door de wetgever van de koninklijke besluiten die wetten zullen wijzigen.

Artikel 62 (dat de artikelen 64 en 65 wordt).

1. Hoofdstuk V van het wetsontwerp dient in twee afdelingen te worden gesplitst, waarbij de eerste afdeling de overgangsbepalingen zou bevatten en de tweede de inwerkingtreding van sommige bepalingen zou vaststellen.

De volgende opschriften worden voorgesteld :

"Hoofdstuk V - Slotbepalingen.

Afdeling 1 - Overgangsbepalingen.

Artikel 64.- ...

Afdeling 2 - Inwerkingtreding.

Artikel 65.- ...".

.../...

---

(1) Advies van de Raad van State over het ontwerp dat ontstaan gegeven heeft aan de wet van 27 maart 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, Gedr. St. Kamer, zitting 1985-1986, nr. 128/1, blz. 14.

2. In artikel 62, § 2 (dat artikel 64, § 1, wordt) schrijve men :

"In afwijking van artikel 26bis, § 3, eerste lid, a, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, ingevoegd bij artikel 14 van deze wet, kan de overeenkomst ... worden afgesloten uiterlijk op het einde van de tweede maand ... (zoals in het ontwerp)".

3. Paragraaf 5 van artikel 62 zou in artikel 41 van de ontworpen wet moeten staan als tweede lid van dat artikel. De volgende tekst wordt voorgesteld voor dat lid :

"Onverminderd artikel 277 van hetzelfde Wetboek moeten de aanvragen met het oog op de verminderingen waarop de bepaling waarbij artikel 162, § 6, van hetzelfde Wetboek ingetrokken wordt, recht geeft, binnen zes maanden ... (zoals in het ontwerp)".

4. Paragraaf 7 van artikel 62 van het ontwerp zou in artikel 1ter (dat artikel 3 wordt) van de ontworpen wet moeten staan, waarvan het paragraaf 8 zou vormen, alsook in artikel 7 van de wet, waarvan het paragraaf 7 zou vormen. In die paragrafen behoort de verwijzing naar de bepalingen van het Wetboek van de inkomstenbelastingen verduidelijkt te worden door het aangeven van de artikelen.

La chambre était composée de

Messieurs : J. LIGOT, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

J.-J. STRYCKMANS, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

Cl. DESCHAMPS, assesseurs de la section de législation,
P. GOTHOT, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.
Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.
Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. VAN GERREWEY.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. LIGOT.